



Des sujets du BEM postés sur Facebook

Le système de brouillage montre ses limites

Tous les moyens de surveillance mis en place par le ministère de l'Education nationale avec, notamment l'installation, pour la première fois, de brouilleurs dans l'ensemble des 2 192 centres d'examen pour les épreuves de fin de cycle moyen, n'ont pas empêché la fuite des sujets du BEM, postés sur Facebook.

Page 3

Skikda

Le maire de Zitouna condamné à 4 ans de prison ferme

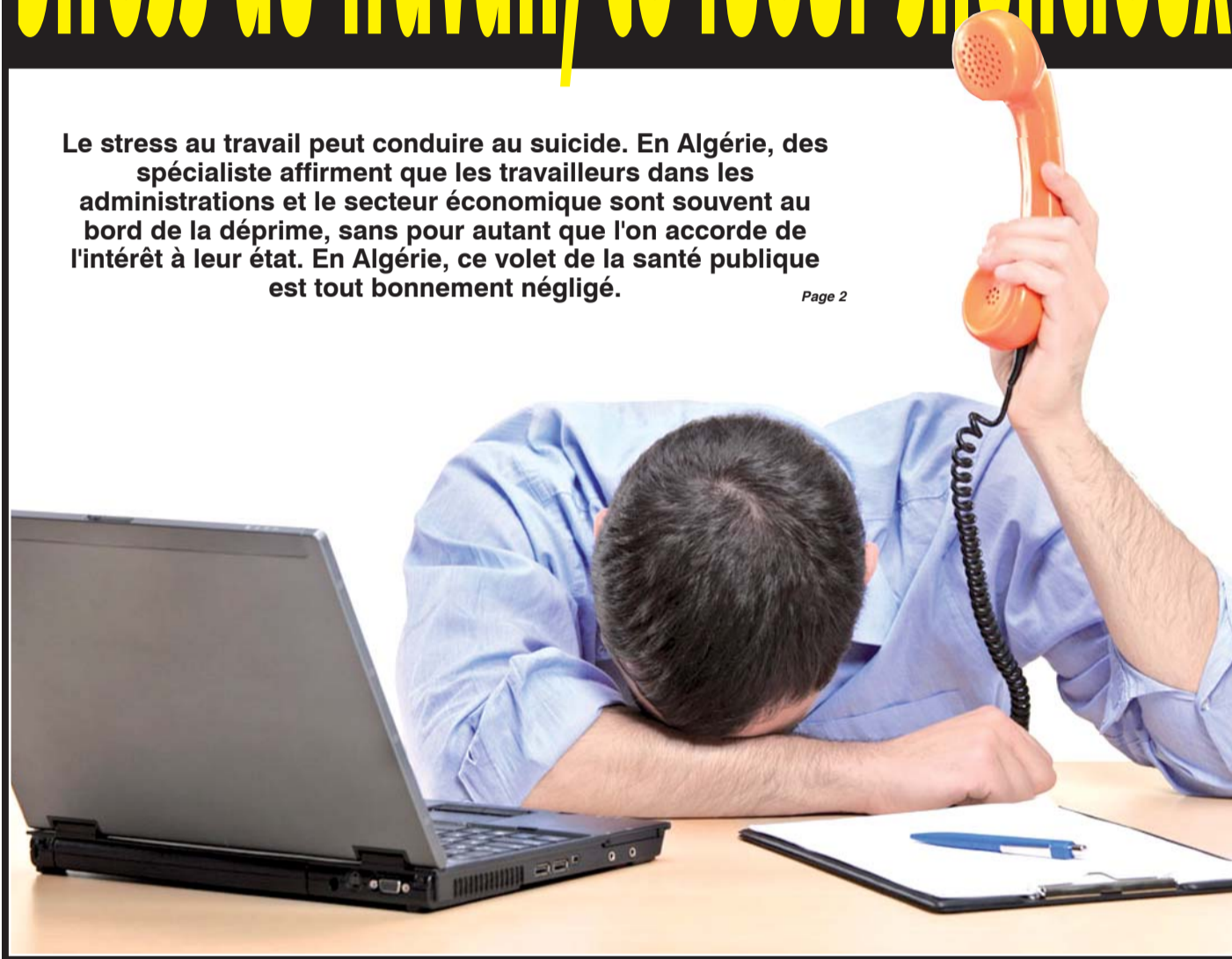
Page 24

Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme

Stress au travail, ce tueur silencieux

Le stress au travail peut conduire au suicide. En Algérie, des spécialistes affirment que les travailleurs dans les administrations et le secteur économique sont souvent au bord de la déprime, sans pour autant que l'on accorde de l'intérêt à leur état. En Algérie, ce volet de la santé publique est tout bonnement négligé.

Page 2



Jean-François Dauphin, chef de la mission du FMI à Alger

«La nouvelle Constitution est un signal fort»

Page 4



Maintien des engagements énergétiques envers l'UE

L'Algérie rassure ses partenaires européens

L'Algérie vient de réitérer ses engagements envers l'Union européenne, notamment en matière d'énergie, en rassurant ses partenaires sur le maintien de sa stratégie de développement de la branche exploration-production, en dépit d'une conjoncture économique défavorable.

Page 3

Le patrimoine forestier algérien et les conditions de son développement

Des ambitions pour un nouvel essor



Par Saâd Taferka

Depuis le début de l'année en cours, la thématique de l'ouverture de l'investissement dans le milieu forestier revient dans les réunions de l'administration chargée de ce secteur, aussi bien au niveau central, qu'à l'échelon des wilayas. Des journées d'information et de promotion sont organisées dans plusieurs wilayas, faisant intervenir les administrations concernées, les agences d'emploi et les jeunes acteurs de

l'investissement. Il s'agit de recenser les possibilités d'exploitation de certaines ressources forestières laissées en friche jusqu'ici et mal évaluées. Car, en dehors du produit le plus connu de la forêt, à savoir le bois-matière première frappée par une grave récession suite aux incendies qui ont ravagé les forêts algériennes au cours des 20 dernières années - des sous-produits végétaux, ligneux, d'extraction et de transformation, (huiles essentielles, goudron végétal), ainsi qu'une certaine quantité de gibier, peuvent l'objet d'une exploitation rationnelle, contribuant à la diversification économique dans le milieu rural. Une telle vision, mise en avant déjà par les gestionnaires et techniciens algériens dès le milieu des années 1990, mais retardée par la conjoncture sécuritaire de l'époque, ressurgit dans un contexte

de crise économique qui justifie toutes les recherches de gisements économiques hors hydrocarbures. Cependant, cette vision intervient également dans un contexte particulier que vit la forêt algérienne, laquelle, après les grands incendies, font aujourd'hui de multiples convoitises de la part des riverains, mais surtout de certains barons du foncier. Les défrichements et les occupations illicites du domaine forestier s'accroissent chaque année. Les agents chargés de la protection des forêts, tout en s'attendant à leur mission, trouvent mille difficultés à faire valoir la loi sur le terrain, tout en sachant que sur plusieurs de ses aspects, la loi forestière de 1984 est dépassée par les nouvelles réalités sociales et économiques de notre pays.

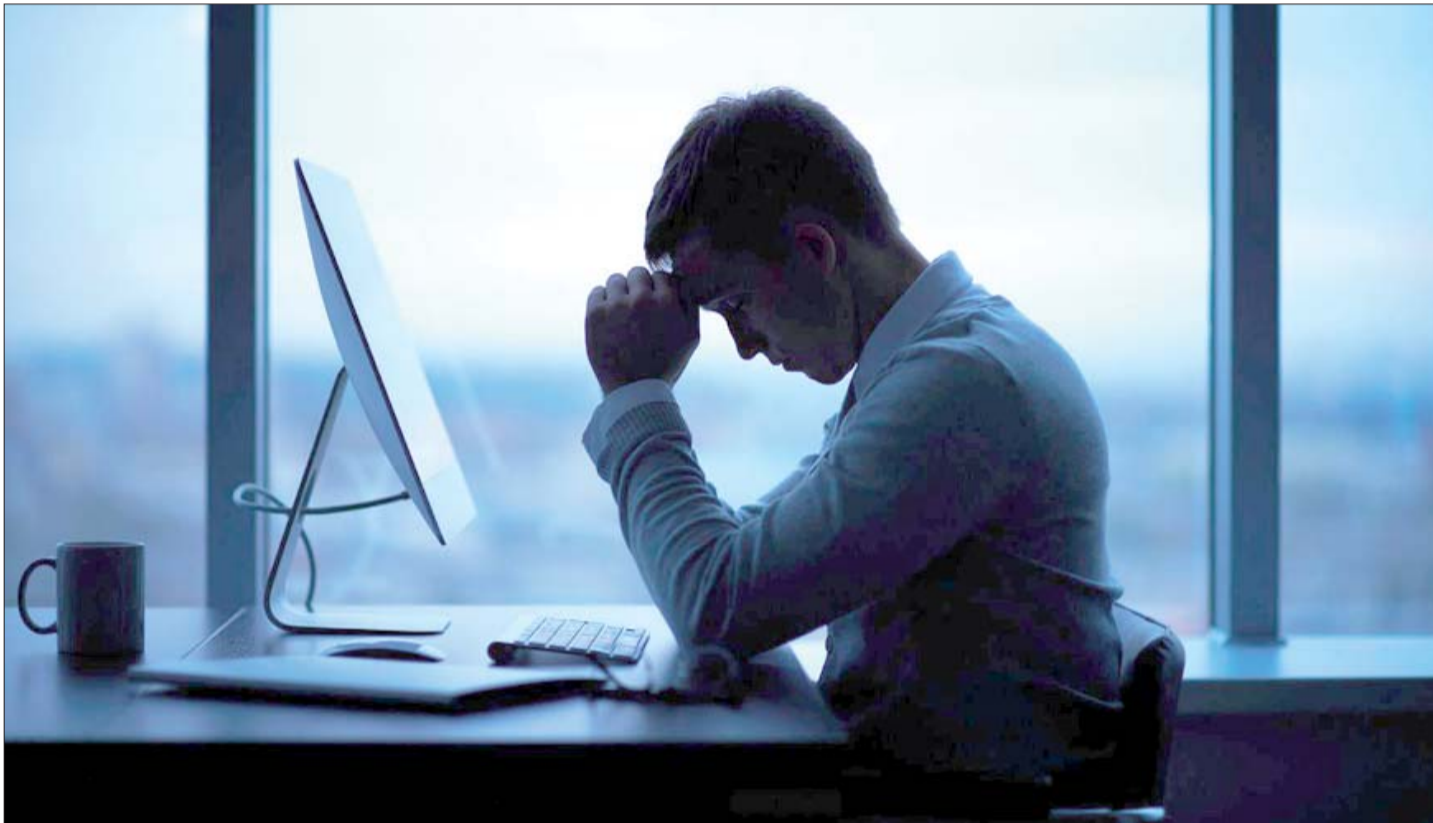
Page 5



Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme

Stress au travail, ce tueur silencieux

Le stress au travail peut conduire au suicide. En Algérie, des spécialistes affirment que les travailleurs dans les administrations et le secteur économique sont souvent au bord de la déprime, sans pour autant que l'on accorde de l'intérêt à leur état. En Algérie, ce volet de la santé publique est tout bonnement négligé.



Par Karima Nacer

Le stress au travail a, à la fois un impact négatif sur la santé des employés, mais aussi sur la bonne santé de l'entreprise. Il n'est pas un phénomène nouveau. Mais, le phénomène n'a jamais pris de l'ampleur qu'aujourd'hui dans les entreprises. Hélas, le mot travail est devenu synonyme de stress.

Le stress au travail est devenu un phénomène qui touche de larges catégories d'employés. Les travailleurs doivent affronter, dès les premières heures de la matinée, plusieurs sources d'anxiété et de stress, à commencer par les difficultés de transport, la charge de travail, le sous effectif, les soucis de la vie quotidienne et de la famille. Ces causes donnent naissance à un bilan de santé mentale et physique très dégradé et peuvent même conduire au suicide.

Le thème a fait l'objet hier, d'une journée scientifique et éco-

nomique sur le thème du bonheur à laquelle ont pris part une centaine de personnes parmi elles des chefs d'entreprises, des gestionnaires des ressources humaines, des cadres de sociétés publiques et privées et des étudiants.

Les mauvaises conditions de travail dans l'entreprise impactent lourdement sur la santé des employés. Elles peuvent conduire à de multiples formes de dépression, de maladies, voire de suicide, ont prévenu des spécialistes et experts de la gestion de la ressource humaine.

Selon le Dr Farida Ilès, directrice de l'Institut national de prévention des risques professionnels (Inprp), les conditions de travail dans les administrations et le secteur économique influent négativement sur la santé des employés causant un stress chez le travailleur, notamment en l'absence d'une réglementation spécifique sur la question. Elle a néanmoins souligné que même si «en Algérie, il

ya des prescriptions générales invitant à garantir la santé du travailleur», le stress au travail peut conduire à des tentatives de suicide et même au suicide et que ce phénomène est constaté dans certaines entreprises. Elle en veut pour preuve deux sociétés qui ont sollicité son institution sur la question. «Il y a deux compagnies qui ont sollicité l'institut pour une étude sur la gestion des ressources humaines suite à des cas de suicide qui ont alerté les travailleurs», a-t-elle indiqué. D'autres spécialistes dans la gestion des ressources humaines dont le professeur Tabti, chef de service en psychiatrie à l'établissement de proximité de Chéraga, s'est montré très préoccupé par les conditions dans lesquelles évoluent les employés. Il a fait observer que «le stress au travail, ajouté à d'autres sources de stress, peuvent conduire à des tentatives de suicide et même au suicide». Le Pr Tabti a fait remarquer que «les citoyens,

parmi lesquels les travailleurs, doivent affronter plusieurs sources de stress lors de la journée à commencer par celles causées par les difficultés de transport, les conditions de travail et le mode de vie ainsi que la situation affective des familles». Il a ajouté que ces causes donnent naissance à un bilan de santé mentale et physique très dégradé et peut même conduire à des suicides.

Pour y faire face, les conférenciers ont appelé les spécialistes dans l'évaluation et le développement des compétences, dans la psychologie du travail et des organisations à intervenir pour améliorer la santé au travail.

En l'absence d'une réglementation spécifique sur la question dans le milieu entrepreneurial, les chefs d'entreprises ignorent souvent que la qualité de vie des employés agit profondément sur la prospérité ou non de leurs entreprises.

K. N.

Tourisme de santé Les Tunisiens à la conquête du marché algérien

Par Rachid Chihab

Une mission tunisienne de contacts professionnels et de partenariats dédiée aux filières équipements hôteliers et tourisme de santé a séjourné du 21 au 24 mai dans plusieurs villes d'Algérie.

Cette mission organisée par le bureau du Centre de promotion des exportations (Cepex) à Alger, réunit les responsables d'une dizaine d'entreprises tunisiennes, qui se sont déplacés pour chercher des marchés prometteurs, non seulement dans la région de Béjaïa, la principale destinée de cette visite, mais aussi dans les grandes villes du centre et de l'est algérien, notamment Alger, Tizi Ouzou, Sétif, Constantine, Batna, Jijel, Skikda et Annaba.

Le programme de la délégation tunisienne a compris des visites sur terrains et des rencontres «B2B», tenue le 22 mai, à l'hôtel Club Aloui, dans la station balnéaire de la ville de Béjaïa.

«Cette région de la Petite Kabylie est le premier pôle agroalimentaire en Algérie. Elle est connue pour son port commercial parmi les plus importants du pays, son dynamisme en matière de nouveaux projets d'infrastructures publiques et de promotion immobilière et son ambition de devenir le premier pôle de tourisme balnéaire en Algérie», estime les organisateurs de la mission dans un communiqué.

Ils rappellent, dans leur document, que l'Algérie dispose d'un important programme visant la construction de près de 1 000 hôtels, dont plus de la moitié est déjà en début de construction ou en voie d'achèvement. Elle a aussi un ambitieux programme de mise à niveau des structures hôtelières existantes qui nécessite un savoir-faire en matière d'architecture, d'aménagement, de construction, d'équipements, de gestion, de formation, de main-d'œuvre qualifiée, etc., et la Tunisie estime pouvoir se positionner dans ce secteur où elle dispose d'un savoir-faire prouvé.

Il convient de signaler, à ce propos, que la Tunisie n'exporte que le cinquième de son potentiel de services de santé vers l'Algérie, alors que la demande algérienne en matière de soins de qualité est très conséquente. Aussi l'offre tunisienne dans ce domaine gagnerait-elle à être plus visible des opérateurs algériens ?

R.C.

Mise en œuvre de l'accord de paix, une finalité

L'Algérie reprend langue avec les parties maliennes

Par Sofiane Aït Mohamed

L'Algérie demeure profondément soucieuse du retour de la paix au Mali. Elle redouble ces jours-ci d'efforts pour la mise en application de l'accord de paix d'Alger et de la réconciliation en recevant les différentes parties maliennes.

Hier, à l'issue d'une audience accordée à une délégation de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), Ramtane Lamamra, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a déclaré à la presse, que les différentes parties maliennes accordent leur confiance à Alger, ce qui, dit-il, encourage à fournir plus d'efforts

pour accélérer la cadence de la mise en œuvre de cet accord. «Nous exerçons toujours une diplomatie apaisée et constructive. La confiance placée en l'Algérie, par toutes les parties maliennes, encourage à fournir plus d'efforts pour accélérer la cadence de la mise en œuvre de l'accord», a déclaré M. Lamamra, précisant que ces rencontres de consultations seront suivies par d'autres, avec, notamment la Plateforme pour qu'elle fasse part de ses points de vue, ainsi qu'avec le gouvernement malien. «Nous allons vers une réunion du Comité international de suivi de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, présidé par l'Algérie pour voir comment accélérer la cadence de la mise en œuvre

de l'accord et ainsi vaincre quelques difficultés qui empêchent d'atteindre des objectifs nécessaires, concernant la paix et la sécurité ou les volets institutionnel et administratif», a-t-il souligné. Lamamra expliquera que l'accord englobe aussi les conditions de vie des citoyens au nord du Mali et en dehors du pays, précisant que les déplacés et les réfugiés nécessitent un intérêt particulier des parties maliennes et de la communauté internationale. «Nous sommes tous tenus de la mise en œuvre de l'accord, en associant nos efforts et c'est dans notre intérêt de trouver la voie pour aller de l'avant», a soutenu M. Lamamra. Pour lui, à l'approche du premier anniversaire de la signature de

l'accord, «nous sommes obligés de nous rencontrer avec les frères maliens au plus haut niveau pour prendre en considération leurs points de vues et leur approche future pour la mise en œuvre de l'accord». Il a rappelé, dans ce sillage, que cette confiance a été mise en avant dès le départ, à commencer par le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta qui avait demandé, en janvier 2014, au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, l'aide de l'Algérie pour un dénouement heureux de la crise malienne. «Tous les frères maliens présents ou même ceux qui étaient absents des négociations, ont apporté leur contribution avec un esprit constructif pour parvenir à

l'accord de paix qui représente un acquis pour tous, notamment le continent africain et la communauté internationale», a-t-il souligné. L'accord de paix et de réconciliation au Mali qui avait été signé dans une première étape en mai 2015 et dans une deuxième phase en juin de la même année, par toutes les parties maliennes, à Bamako, avait été obtenu après cinq rounds de dialogue, engagé en juillet 2014 sous la conduite d'une médiation internationale, dont l'Algérie avait été le chef de file. Sa mise en œuvre n'est toutefois pas tout à fait respectée. Plusieurs attentats ont visé les forces de l'ONU en place (Minusma), rappelons-le.

S.A.M.

Des sujets du BEM postés sur Facebook

Le système de brouillage montre ses limites

Tous les moyens de surveillance mis en place par le ministère de l'Education nationale avec notamment, l'installation, pour la première fois, de brouilleurs dans l'ensemble des 2 192 centres d'examens pour les épreuves de fin de cycle moyen, n'ont pas empêché la fuite des sujets du BEM, postés sur Facebook.



Par Nacera Bechar

Ainsi, ce système de brouillage s'avère inefficace devant des personnes qui arrivent malgré la surveillance à filmer les sujets et les poster sur les réseaux sociaux. Jusqu'à présent, ces personnes n'ont pas encore été identifiées. Et des questions se posent sur la complicité des surveillants, enseignants et autres encadreurs alors qu'eux mêmes étaient concernés par le retrait de téléphones portables. Certains parlent de possession de montres intelligentes et autres moyens qui ont échappé au contrôle.

A l'occasion des examens de la 5^{ème}, le sujet d'arabe a été posté sur Facebook après la

distribution des sujets. C'est vrai qu'il ne s'agit pas d'une triche, mais laisse place à des questionnements sur l'efficacité de la surveillance au niveau des différents établissements.

Pour l'examen du BEM, démarré hier, c'est pour la première fois dans l'histoire des épreuves scolaires en Algérie, qu'il y a eu recours à l'installation de brouilleurs au niveau des 2 192 centres d'examens. Cette opération a été réalisée en collaboration avec les services des ministères de l'Intérieur et des télécommunications. Mais ceci n'a pas empêché certains de poster le sujet de la langue arabe sur Facebook, ce qui affirme que le système de brouillage a ses limites et probablement la

nationale, Nouria Benghebrat doit penser à un autre moyen pour l'épreuve du baccalauréat.

Dans une déclaration à la presse en marge du coup d'envoi à l'examen au niveau de la wilaya d'El Oued, la ministre a expliqué que le sujet de la langue arabe a été posté après la distribution des sujets. Selon, Mme Benghebrat : «Des personnes au sein des centres d'examens filment les sujets et les postent sur Facebook». La ministre ne dit pas qui sont ces personnes, mais affirme «qu'ils sont émetteurs ou récepteurs».

La responsable du secteur de l'éducation semble sûre que ces personnes seront identifiées via leur adresse IP. «Cependant, il y a le détail d'usage de pseudos sur les

réseaux sociaux, ce qui rend difficile cette tâche et même en matière de législation, il n'y a pas de loi qui punit la publication de sujets d'examens sur Facebook. Pour rappel, la ministre avait démenti dimanche dernier toute fuite de sujets des épreuves de l'examen national de fin de cycle primaire. «Il n'y a pas eu de fuites de sujets des épreuves de l'examen, tel que rapporté par certains sites d'informations. Il s'agit seulement de la diffusion sur les réseaux sociaux du sujet de l'épreuve de langue arabe, une heure après le début de l'épreuve», a indiqué Mme Benghebrat dans une déclaration à la presse au terme de sa visite dans la wilaya d'Illizi.

N. B.

Escroquerie, atteinte à la vie privée, diffamation...

Cyberespace, le lieu privilégié pour commettre des méfaits

Le commandant de la Gendarmerie nationale le général-major, Menad Nouba, a affirmé hier que son institution, face à la dématérialisation du champ délictuel du crime cybernétique, a mis en place une stratégie globale impliquant à la fois sécurité publique et la cybersécurité pour juguler ce phénomène transnational.

La dématérialisation du champ délictuel impose à la Gendarmerie nationale de mettre en place de nouvelles formes d'organisation, de moyens adéquats et des mesures opérationnelles performantes dans une approche globale et une logique de continuum de sécurité publique et de cybersécurité, a soutenu le responsable qui intervenait à l'ouverture d'un séminaire international sur la cybersécurité.

«Notre responsabilité commune nous impose de nous munir des outils les plus performants de prévention et de lutte contre les idéologies de la violence et les méthodes subversives sur le cyberespace», a ajouté le commandant de la Gendarmerie nationale pour qui, «le combat que les acteurs de la cybersécurité doivent impérativement gagner est aussi d'exercer un rôle commun dans la préservation du cyberespace et d'identifier des mécanismes pratiques de coopération afin de mieux appréhender les enjeux inhérents à la cybersécurité, car a-t-il précisé, le cyberespace est devenu le lieu privilégié pour commettre des méfaits attentatoires et préjudiciables tant aux biens et personnes qu'aux intérêts de la chose publique». L'escroquerie, l'atteinte à la vie privée, la diffamation, le vol de données, les atteintes aux systèmes d'information, l'espionnage économique et l'atteinte à l'ordre public figurent parmi les cybermenaces citées par M. Menad Nouba, expliquant que son institution assumait également ces missions traditionnelles de maintien de l'ordre et de la sécurité publics et l'application des lois et règlements, dans le cadre des cybermissions. Le séminaire international sur la cybersécurité organisé sous le thème Cyber espace-enjeux et défis «constituera deux jours durant un espace de débat et d'échange entre les délégations de 15 pays et plus de 50 experts de cyberespace à travers nombre d'axes, notamment «le cyberespace, nouvelle dimension de sécurité nationale», «politiques nationales de cybersécurité» et la «sécurité des infrastructures sensibles».

Bilel L.

Maintien des engagements énergétiques envers l'UE

L'Algérie rassure ses partenaires européens

Par M. Ait Chabane

L'Algérie vient de réitérer ses engagements envers l'Union européenne (UE), notamment en matière d'énergie, en rassurant ses partenaires sur le maintien de sa stratégie de développement de la branche exploration-production, en dépit d'une conjoncture économique défavorable. L'Algérie qui a développé ses capacités d'exportation des hydrocarbures pour assurer un approvisionnement sur et continu de ses clients, s'engage de ce fait à maintenir son «statut de fournisseur fiable, même dans les conditions les plus difficiles», a affirmé, hier à Alger, le ministre de

l'Energie, Salah Khebrat, lors des travaux du 1^{er} Forum Algérie-UE sur l'énergie. Mieux, «la capacité d'exportation gazière du pays a été portée à près de 90 milliards m³/an dont plus de 50 milliards m³/an via les trois gazoducs dédiés à l'Europe, et le reste sous forme de GNL», a-t-il encore rassuré. Tout en rappelant que «les relations entre l'Algérie et l'UE sont fortes, et l'énergie y occupe une place de choix», le ministre a expliqué que le 1^{er} forum Algérie-UE dédié exclusivement à l'énergie «vise à renforcer encore davantage ces relations». En d'autres termes, l'Algérie est déterminée à maintenir ses engagements malgré la baisse des cours de pétrole, en

conciliant entre les projections d'accroissement de la consommation énergétique nationale et les besoins d'exportation. En conséquence, l'Algérie s'engage «à poursuivre les efforts d'exploration pour élargir la base de ses ressources et poursuivre la transformation du mix énergétique et du mode de consommation d'énergie», a expliqué le ministre de l'Energie. Il s'agit au fait d'un «recentrage de la stratégie énergétique» nationale mis en œuvre depuis fin 2015, avec à la clé, un accroissement des activités d'exploration et de développement des gisements, en utilisant les différentes technologies de récupération. Pour ce faire, Salah Khebrat a

annoncé devant ses partenaires européens, notamment le commissaire européen chargé de l'action climatique et de l'énergie, Miguel Arias Canete, des investissements de «grande ampleur» dans le secteur des hydrocarbures. En effet, la compagnie nationale des hydrocarbures, Sonatrach, prévoit d'investir 73 milliards de dollars pour la période 2020. Et de rappeler que les investissements cumulés en la matière entre 2010 et 2015 ont dépassé 100 milliards de dollars, «ce qui dénote la volonté du pays de maintenir ses engagements en matière de stratégie de développement de la branche exploration-production malgré les prix bas», a soutenu le ministre de

l'Energie. Ce dernier n'a pas manqué d'inviter les opérateurs algériens et européens de tirer profit des grandes opportunités d'investissement compte tenu des «besoins immenses» que dégage le secteur de l'énergie, appelant à profiter de ce forum pour nouer de nouvelles relations et jeter «les bases réelles d'un partenariat stratégique Algérie-UE». Par ailleurs, il a relevé que le programme des énergies renouvelables pour lequel un texte sur le tarif d'achat garanti de l'électricité d'origine renouvelable a été mis en place, constituait une opportunité de créer, en partenariat, une industrie nationale du renouvelable.

M.A.C.

Jean-François Dauphin, chef de la mission du FMI à Alger

«La nouvelle Constitution est un signal fort»

Pour le FMI, le cadre politique œuvre dans le sens de réformes structurelles qu'il faut mener avec un rythme plus soutenu.



Par Amine Bensafi

La croissance de l'Algérie est restée stable en 2015 à 3,9 %, mais le pays doit relever d'importants défis en raison de la baisse marquée des prix du pétrole, selon le FMI lors de sa dernière évaluation sur l'état de santé de l'économie du pays. Dans un entretien publié par le bulletin du FMI, le chef de mission pour l'Algérie, Jean-François Dauphin, qui vient de quitter le pays la semaine écoulée, a déclaré que «la situation actuelle présentait l'occasion de transformer le modèle de croissance de l'Algérie». Selon lui, «les perspectives du pays dépendent largement de la réaction des autorités au choc du prix du pétrole». En effet, grâce à l'épargne accumulée par le passé et à un très faible endettement, «l'Algérie peut se permettre de s'ajuster au choc et de faire progressivement des réformes». Mais il avertit que le pays «ne peut pas laisser passer cette occasion sans agir». D'après ses projections, la croissance devrait ralentir à court terme alors que les autorités entreprennent le rééquilibrage des finances publiques qui s'impose. À moyen terme, toutefois, une masse critique de réformes structurelles pourrait déboucher sur une économie «plus dynamique et diversifiée assortie d'une croissance plus forte et de la création d'emplois plus nombreux». En revanche, des réformes insuffisantes pourraient se traduire par «des difficultés économiques» si le pays ne disposait plus de marge de manœuvre budgétaire et extérieure, ce qui rendrait nécessaire «un ajustement plus soudain et plus draconien», avertit encore l'expert du FMI.

S'agissant de l'impact du choc du prix du pétrole sur l'Algérie, Jean-François Dauphin considère que «la chute des prix du pétrole n'ait pas encore causé un ralentisse-

ment de la croissance», même si «elle a nettement affaibli le solde budgétaire et extérieur de l'Algérie». En gros, la position budgétaire s'est à nouveau détériorée lorsque les recettes pétrolières se sont effondrées. L'épargne budgétaire a été pratiquement épuisée pour financer les importants déficits budgétaires. Après plusieurs années d'excédents confortables, le solde du compte courant a plongé dans le rouge et les réserves officielles, quoique encore importantes, sont en baisse. Cependant, «la dette publique et extérieure reste faible» et «le système bancaire semble sain», bien que la chute du prix du pétrole exacerbe les risques pour la stabilité financière. Allant plus loin, l'expert estime que «la stratégie en 2015 s'est révélée insuffisante, mais le budget de 2016 prévoit une nette réduction des dépenses et les autorités ont entamé quelques réformes, notamment une réforme indispensable du système de subventions de même qu'un renforcement du cadre prudentiel du secteur financier». Selon lui, «il sera nécessaire que les autorités mettent en œuvre d'importantes réformes structurelles en vue de réduire la dépendance du pétrole de l'Algérie et de diversifier l'économie». M. Dauphin reprend les mêmes conseils qui sont devenus des lieux communs : l'amélioration du climat des affaires, l'ouverture de l'économie au commerce et aux investissements, l'accès au financement, le développement des marchés de capitaux et le renforcement de la transparence. Il salue la révision en cours du code du travail qui est, selon lui, «une bonne occasion d'accroître la souplesse du marché du travail tout en veillant à une protection adéquate des travailleurs». Mais le plus important reste le rééquilibrage des finances publiques, nécessaire pour rétablir la viabilité budgétaire et appuyer l'ajustement

extérieur et dont l'impact sur la croissance peut être atténué par des réformes structurelles. «Ce rééquilibrage doit se faire sur plusieurs fronts : il faut mobiliser des recettes accrues hors hydrocarbures, notamment en réduisant les exonérations fiscales et en renforçant le recouvrement des impôts, maîtriser les dépenses courantes, réaliser de nouvelles réformes des subventions tout en protégeant les pauvres, réduire les investissements publics tout en accroissant nettement leur efficacité et consolider le cadre budgétaire», recommande le chef de la mission du FMI en Algérie.

Enfin sur le dossier le plus sensible, la réforme des subventions, et après en avoir rappelé le coût, il souligne que «les subventions sont largement inéquitables car elles profitent aux riches beaucoup plus

qu'aux pauvres», tout en encourageant la surconsommation et les distorsions économiques et environnementales. Et d'appeler à «une nouvelle réduction généralisée et progressive des subventions» qui seraient remplacées par «un système de transfert de liquide bien ciblé» pour «protéger les ménages les plus vulnérables». Quant aux réformes politiques et notamment la nouvelle Constitution, l'expert du FMI juge que la promotion de la transparence et une meilleure gouvernance en sont effectivement les principaux objectifs, ajoutant que «la nouvelle Constitution est un signal fort» et que «le FMI reste prêt à aider l'Algérie à atteindre ses objectifs et à s'ajuster au choc du prix du pétrole et continuera à offrir des conseils stratégiques attentifs et une assistance technique».

A. B.

Face à la chute des cours du pétrole

Lord Risby salue la politique de l'Algérie

L'envoyé spécial du Premier ministre britannique à la coopération économique avec l'Algérie, Lord Richard Risby, a salué lundi le succès du 2^e Forum des hommes d'affaires algéro-britannique et la politique suivie par le gouvernement algérien face à la chute des prix du pétrole.

Lors de son audience par Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation, Lord Risby a affirmé que le succès du 2^e Forum des hommes d'affaires algéro-britannique tenu dimanche à Alger, «donnera une impulsion forte et qualitative aux relations commerciales et économiques», soulignant la volonté de son pays de devenir le premier partenaire économique de l'Algérie au lieu du sixième actuellement. Il a salué également le rôle de l'Algérie dans le «rétablissement de la stabilité et de la sécurité dans la région», exprimant son admiration à l'égard de la «capacité de l'Algérie de préserver sa stabilité à la lumière des difficultés que connaît la région».

S'exprimant sur le rapprochement algéro-britannique, le responsable britannique a indiqué que la

visite effectuée en 2006 par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en Grande-Bretagne «a été un tournant dans la coopération entre les deux pays», relevant l'intérêt accordé par le Premier ministre, David Cameron, au renforcement de cette coopération.

Pour sa part, le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a souligné le rôle des parlementaires des deux pays respectifs dans la promotion des relations bilatérales au niveau d'excellence à travers l'accompagnement des efforts des dirigeants politiques, souligne un communiqué.

Par ailleurs, M. Bensalah a salué «la position britannique refusant le versement de la rançon aux groupes terroristes, un principe que ne cesse de défendre l'Algérie aux fora internationaux».

«Les deux parties ont réaffirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et la nécessité de se conformer à la légalité internationale», conclut le communiqué.

H. A.

Avec son homologue qatari Bouchouareb examine à Doha le développement des relations économiques

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a évoqué, hier à Doha, avec le ministre qatari de l'Energie et de l'Industrie, Mohamed Ben Salah El Sada, les voies et moyens de développement des relations économiques bilatérales et les perspectives de lancement de nouveaux projets de partenariat.

La rencontre est intervenue dans le cadre de la visite effectuée par M. Bouchouareb au Qatar, à l'invitation de son homologue qatari, en présence de responsables du ministère de l'Industrie et des Mines et des directeurs de compagnies énergétiques du Qatar.

Au terme de cette rencontre, M. Bouchouareb a exprimé sa satisfaction des relations «exceptionnelles» existant entre l'Algérie et le Qatar, insistant que l'impératif de promouvoir le partenariat économique entre les deux pays, «lequel demeure en deçà du niveau des relations politiques bilatérales».

La rencontre a été «l'occasion d'évaluer les projets en cours entre les deux pays», a affirmé le ministre, soulignant que lors de ces discussions, «il été question du lancement de nouveaux projets à l'avenir».

M. Bouchouareb a mis en avant l'existence d'une volonté chez la partie qatarie «désireuse d'aller de l'avant pour opérer une percée dans l'économie nationale et relancer une économie affranchie de toute dépendance aux hydrocarbures».

M. El Sada s'est dit satisfait du niveau des relations algéro-qataries, relancées depuis plusieurs années par les dirigeants des deux pays, annonçant «de nouveaux projets en perspective».

«Il a été également question des projets futurs et des opportunités à exploiter, au mieux des intérêts des deux pays», a-t-il dit.

Le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Abdesselam Bouchouareb effectuée hier et aujourd'hui, une visite à Doha (Qatar), à l'invitation du ministre qatari de l'Energie et de l'Industrie.

R. N.

Le patrimoine forestier algérien et les conditions de son développement

Des ambitions pour un nouvel essor

Depuis le début de l'année en cours, la thématique de l'ouverture de l'investissement dans le milieu forestier revient dans les réunions de l'administration chargée de ce secteur, aussi bien au niveau central, qu'à l'échelon des wilayas. Des journées d'information et de promotion sont organisées dans plusieurs wilayas, faisant intervenir les administrations concernées, les agences d'emploi et les jeunes acteurs de l'investissement.



Par Saâd Taferka

Il s'agit de recenser les possibilités d'exploitation de certaines ressources forestières laissées en friche jusqu'ici et mal évaluées. Car, en dehors du produit le plus connu de la forêt, à savoir le bois-matière première frappée par une grave récession suite aux incendies qui ont ravagé les forêts algériennes au cours des 20 dernières années - des sous-produits végétaux, ligneux, d'extraction et de transformation, (huiles essentielles, goudron végétal), ainsi qu'une certaine quantité de gibier, peuvent l'objet d'une exploitation rationnelle, contribuant à la diversification économique dans le milieu rural.

Une telle vision, mise en avant déjà par les gestionnaires et techniciens algériens dès le milieu des années 1990, mais retardée par la conjoncture sécuritaire de l'époque, resurgit dans un contexte de crise économique qui justifie toutes les recherches de gisements économiques hors hydrocarbures. Cependant, cette vision intervient également dans un contexte particulier que vit la forêt algérienne, laquelle, après les grands incendies, font aujourd'hui de multiples convoitises de la part des riverains, mais surtout de certains barons du foncier. Les défrichements et les occupations illicites du domaine forestier s'accroissent chaque année. Les agents chargés de la protection des forêts, tout en s'attelant à leur mission, trouvent mille difficultés à faire valoir la loi sur le terrain, tout en sachant que sur plusieurs de ses aspects, la loi forestière de 1984 est dépassée par les nouvelles réalités sociales et économiques de notre pays.

Diagnostic peu flatteur

Un tel tableau nous renvoie à l'état général de l'environnement pour lequel un diagnostic peu flatteur a été établi, aussi bien par les spécialistes et la société civile, que par les administrations concernées. Cela commence par les ressources naturelles biotiques et minérales (faune, flore, eaux des rivières et des résurgences, produits et sous-produits forestiers, sable des oueds ou des plages,...), qui faisaient la grande richesse du pays jusqu'à, il y a quelques années. La prise de conscience pour défendre et préserver ces ressources commence à peine, de façon graduelle, à se faire dans le monde associatif, les cercles universitaires, les institutions administratives chargées de leur gestion et de leur promotion.

Les maux dont souffrent certains péri-

mètres boisés, dans des zones suburbaines, constituent une illustration grande nature, ce à quoi est réduite la forêt algérienne en général - sur le plan de la salubrité publique, qui est mise à mal, des coupes délictueuses d'arbres et arbustes, ... - au cours de ces dernières années. Incendies, coupes illicites pour y extraire bois de chauffage et poutres pour la construction, rejets et détritiques de toutes sortes déposés à l'orée ou à l'intérieur même de la forêt, défrichement pour des constructions illicites ou pour la transformation de la parcelle en terrain agricole, sont autant de niveaux de dégradation du milieu forestier qui mettent à mal un patrimoine précieux dont le renouvellement ne peut s'opérer qu'à l'échelle de plusieurs générations.

Ainsi, la forêt algérienne, avec la superficie initiale de 7 millions d'hectares (comprenant les forêts au sens propre et les maquis), héritée de l'administration coloniale, a suivi, dans son processus de dégradation, avec un parallélisme presque parfait, le destin des populations et du pays tout entier; elle a subi cette chute aux enfers, d'abord en tant que source de production de certaines matières premières et sous-produits (bois, liège, fruits sauvages, plantes médicinales, matière fourragère), ayant une valeur commerciale, et en tant qu'écosystème réceptacle de la plus riche biodiversité du pays, dont l'évaluation «marchande» ne peut être établie au vu de son importance écologique conditionnant le développement durable.

Depuis la guerre de Libération nationale, jusqu'à la «décennie rouge» du terrorisme, le patrimoine forestier a subi des agressions et des préjudices qu'il n'est pas facile de réparer en quelques années, même si la volonté des pouvoirs publics existe, ne serait-ce que par les fortes enveloppes financières consacrées aux actions de réhabilitation du patrimoine forestier.

À la marge de l'économie nationale

L'un des indices, qui suffit largement à caractériser le degré de dégradation de la forêt algérienne, est que, depuis le milieu des années 1990, les pouvoirs publics n'arivent plus à intégrer honorablement la production forestière dans les grands agrégats de l'économie nationale. Exception faite de certains volumes de liège, réduits à la portion congrue, et les coupes accidentelles de bois (exécutées souvent à l'assainissement des parcelles incendiées), la production forestière ne parvient pas à constituer de véritables créneaux d'investissements pou-

vant créer des emplois et aider à la diversification économique tant souhaitée en ces moments de crise des revenus pétroliers.

L'embellie financière du milieu des années 2000 et le rétrécissement des capacités de production de la forêt algérienne ont conduit le pays à devenir un grand importateur de bois scandinave et asiatique. Les marchands de meubles exhibent fièrement sur leurs étalages le bois de hêtre, de teck, de l'acajou,...venu d'autres contrées.

Néanmoins, la régression de la production est loin de se limiter au bois. Même la filière du liège, où l'Algérie était naguère un leader mondial, est touchée par une terrible régression au cours des deux dernières décennies. L'on peut dire que c'est le tissu forestier, en tant que système biologique, réserve faunistique et floristique, mais aussi en tant qu'armature de fixation du sol et produit économique, qui est exposé à la menace de neutralisation.

Actuellement, et selon les chiffres officiels, la forêt occupe 11% de la superficie du nord du pays. Les efforts du gouvernement en matière d'extension de cette couverture forestière est de la ramener à un taux minimum de 25% de la superficie de la région nord. Ce patrimoine subit les aléas naturels liés à la géographie et à la climatologie du milieu dans lesquelles il évolue et, surtout les facteurs de dégradation dus à l'action de l'homme.

Même s'il est pour le moment hasardeux de prétendre évaluer tout de suite les changements climatiques - les recherches universitaires dans ce domaine sont encore au stade de la consolidation et des simulations de scénarios - le recul de la pluviosité dans notre pays au cours des deux dernières décennies est une donnée irréfutable. Il y a eu même des années de sécheresse sévère. La fin de l'année 2015 avait commencé à installer un climat de panique, du moins chez les agriculteurs. Mais depuis plus d'un siècle, l'année 2002 demeure une exception qui se produit sans doute une fois dans le siècle. La tendance à la régression de la pluviosité influe directement sur le couvert végétal et sur la faune qui s'y abrite. Classiquement, notre pays est connu pour le climat semi-aride qui domine la majorité des massifs situés dans les monts de l'Atlas tellien, et qui se caractérise par une période sèche très longue dans l'année, et une pluviosité moyenne allant de 400 à 500 mm/an. Les massifs forestiers sont majoritairement situés dans les zones

de montagne; la déclivité du terrain, associée par exemple à une faible densité du réseau de desserte, compromet le dispositif d'intervention dans la lutte contre les incendies. À cela s'ajoute la prédominance des essences résineuses, principalement le pin d'Alep, connues pour leur forte inflammabilité. Mais, il y a lieu de noter que même si, sur la bande côtière et sur les hautes altitudes, par exemple, la pluviosité est plus forte (jusqu'à 1000 mm sur les sommets sur les monts des Babors et du Djurdjura), les facteurs conduisant à la dégradation du patrimoine forestier: surpopulation de villages et hameaux, activité humaine intense et proximité des routes à partir desquelles beaucoup de foyers d'incendies partent en direction du couvert végétal. De même; cette forte présence humaine est à l'origine d'autres formes de dégradations du patrimoine sylvestre (défrichements pour reconversion des parcelles en exploitation agricole, constructions illicites,...).

Réhabiliter l'autorité de l'État

Les études sociologiques et économiques et les enquêtes sur le terrain menées par plusieurs services en relation avec le monde rural ont abouti à des constats où le niveau social et économique de la population est étroitement lié à la préservation ou non du patrimoine naturel. Ainsi, la forte présence humaine autour et à l'intérieur des massifs forestiers, la pauvreté et le chômage qui conduisent les habitants à commettre des délits forestiers pour pouvoir subvenir à leurs besoins primaires, la présence des carrières d'extraction de pierres et des stations de concassage à l'intérieur des massifs, les constructions illicites d'immeubles à usage d'habitation ou d'élevage, les incendies liés aux activités agricoles et aux actes criminels,...sont autant de facteurs qui conduisent à la réduction progressive du tissu forestier national. C'est là une combinaison fatale qui a fragilisé davantage l'écosystème forestier dans ce qu'il avait de plus riche et de plus diversifié (niches animales, curiosités botaniques, sous-produits saisonniers,...). L'on sait que depuis quelques années, des habitats (biotopes) propres au singe magot et à certains rapaces de montagne ont été fortement perturbés. Des sources dans lesquelles s'abreuvaient des perdrix, des lapins de garenne et d'autres animaux se sont taries au point de remettre en cause la vie faunistique en forêt.

En matière de législation, l'Algérie dispose de plusieurs lois destinées à œuvrer pour la protection de l'environnement en général. Pour le cas spécifique du patrimoine forestier, la loi 84-12, promulguée en 1984, est actuellement jugée par les forestiers de terrain comme étant dépassée. Elle n'arrive pas à dissuader les agresseurs de la forêt, qu'ils soient défricheurs, occupants illicites, braconniers, coupeur de bois ou charbonniers. Les amendes et les sanctions qui y sont prévues contre les délinquants sont trop faibles par rapport à la nature des dégâts auxquels elles s'appliquent. Le fait accompli et la récidive sont des faits courants. De même, la mission des agents forestiers a été, pendant plusieurs années, compromise par la situation sécuritaire prévalant dans les massifs. Donc, le grand espoir de ce corps de métier, classé pourtant dans la catégorie «paramilitaire», est de faire retrouver son autorité à l'agent de terrain - qui plus est, est agent de police judiciaire - et à l'ensemble de l'encadrement de cette administration. La préservation du patrimoine forestier et les actions visant son extension au-delà de son aire traditionnelle passent inéluctablement par la réhabilitation des services de l'État et la prise de conscience des populations et du monde associatif.

S. T.

En attendant le rapport sur les stocks américains Le pétrole hésite dans un marché prudent

Les prix du pétrole perdaient un peu de terrain hier en cours d'échanges européens, dans un marché caractérisé par la prudence avant les derniers chiffres sur les stocks américains de brut mercredi dernier et à l'approche de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), le 2 juin.



Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait ce matin 48,10 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 25 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance lâchait 20 cents à 47,88 dollars.

Les cours du Brent et du WTI, qui avaient été soutenus la semaine dernière par des interruptions prolongées de production, notamment au Canada et au Nigeria, accusaient quelque peu le coup alors que la situation semblait se normaliser dans ces deux pays. Avant qu'il ne commence à marquer le pas en fin de semaine dernière, le marché profitait en effet depuis le début du mois d'une conjonction

de perturbations sur des sites pétroliers, que ce soit des sabotages et mouvements sociaux au Nigeria, les incendies dévastateurs dans la province canadienne de l'Alberta ou encore la fermeture d'un terminal portuaire en Libye.

Or, sur le premier plan, les syndicats nigériens ont mis fin à leur grève, tandis que sur le second, plusieurs installations ont pu rouvrir dans l'Alberta, à la suite d'une météo plus fraîche et humide, et qu'enfin le port oriental d'Hariga, près de la frontière égyptienne, a pu rouvrir en Libye. Ainsi, malgré l'apparent resserrement des fondamentaux sous-jacents (de l'offre et de la demande) du pétrole, il y a encore clairement des éléments de doute quant à savoir si l'actuelle tendance haussière des prix du pétrole a l'assise suffisante pour pousser davantage le Brent et le WTI en territoire

positif, estiment les analystes. La preuve de cette incertitude a été fournie par l'incapacité des cours à franchir le seuil symbolique des 50 dollars, soulignent-ils. Selon eux, les investisseurs réalisent que le principal facteur soutenant dernièrement les prix - à savoir les interruptions de production - serait de courte durée, ces perturbations imprévues allant nécessairement se régulariser dans les prochains mois. Par ailleurs, les producteurs américains de pétrole de schiste se rapprochent de leur seuil de rentabilité, ce qui pourrait faire repartir la production en nette hausse.

Le pétrole continuait en outre de pâtir de l'appréciation du dollar, le billet vert profitant toujours d'un regain des spéculations sur une nouvelle hausse prochaine des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (FED), ainsi que des craintes croissantes

des investisseurs de voir l'Opep opter de nouveau pour le statu quo la semaine prochaine à Vienne.

Les spécialistes du marché pétrolier estiment que les prix du brut ne devraient pas connaître de grandes fluctuations ce mardi mais continuer de se stabiliser aux niveaux de la semaine dernière, attendant les dernières statistiques sur les stocks américains de brut pour se prononcer. Ces données, qui seront publiées mercredi, pourraient en effet bien être le catalyseur attendu par le marché. Le marché aura une idée plus précise de ces chiffres dès ce mardi (hier), après la clôture des échanges, avec les estimations de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API), avant les statistiques officielles du département américain de l'Énergie (DoE) mercredi.

Riad D.

Banques étrangères ayant quitté la Russie Une perte de 2 milliards de dollars enregistrée

Les banques étrangères qui ont retiré leurs filiales de la Russie ont accusé des pertes estimées globalement à 2 milliards de dollars environ, rapporte hier le quotidien *Izvestia* se basant sur une recherche effectuée par l'Agence nationale de notation de Russie.

Au 1^{er} janvier 2012, la Russie comptait 77 banques à 100% capital étranger. Leur nombre est tombé à 66 au 1^{er} janvier 2016, écrit le journal, ajoutant que les institutions bancaires qui ont subi les plus grosses pertes sont KBC Group de Belgique (691 millions de dollars), Barclays Bank PLC (625 millions) et la banque de Chypre (443,8 millions).

Quatre autres banques ont perdu la totalité de leurs investissements: IPF Investments Limited (5,9 millions dollars), Rabobank (44,4 millions), Svenska Handelsbanken (53,4 millions) et Swedbank (3,4 millions).

Ces banques n'ont pas réussi à trouver des acquéreurs et ont simplement retiré leurs représentations en Russie, ajoute la même source.

Selon Karina Artemyeva, responsable à l'Agence nationale russe de notation, les banques occidentales avaient commencé à se retirer de la Russie après avoir procédé à une évaluation des conséquences de la crise qui avait affecté l'économie et le système financier de ce pays, écrit le journal.

La responsable de l'Agence russe de notation a souligné que ces retraits n'ont pas été influencés par les sanctions occidentales contre la Russie. «La plupart de ces institutions avaient pris la décision de quitter la Russie bien avant la prise des sanctions. Par contre, celles qui se sont retirées après le printemps 2014 ont globalement motivé leur départ par des considérations économiques».

Les banquiers eux-mêmes expliquent leur départ par leurs projets consistant à «se réorienter vers de nouveaux marchés, et également par le durcissement de la réglementation en Russie».

«Le financement des filiales avait été, de fait, retiré de la liste des priorités pour beaucoup de ces banquiers, durant la crise», indique *Izvestia*, citant l'analyse de l'Agence russe de notation.

R. I.

Port de Skikda

Signature de conventions de partenariat avec des exportateurs

Une cérémonie de signature de conventions de partenariat entre le port de Skikda et des opérateurs exportateurs a été organisée lundi au siège de l'entreprise portuaire en présence du ministre des Transports, Boudjemaâ Talai.

Ces conventions paraphées avec producteurs exportateurs de la datte Deglet Nour, de liège et dérivés et autres vers les marchés d'Europe et du Golfe visent à promouvoir les exportations et encourager la production nationale, a-t-on souligné lors de la cérémonie.

Dans une conférence de presse, M. Talai a indiqué que la convention accorde des tarifs privilégiés aux concernés qui bénéficient également de réduction de 50% des délais de traitement de pareilles opérations.

Il a également assuré que l'objectif de son département est de renforcer la flotte algérienne de navires marchands qui devront «rentrer et sortir chargés».

Le ministre a indiqué sur le même registre que la mise en place d'un guichet électronique unique pour la gestion des ports nationaux s'inscrit dans le cadre de la modernisation du fonctionnement des ports et l'amélioration de leurs prestations soulignant que le port de Skikda figure parmi les premiers à s'être doté de guichets uniques.

M. Talai a indiqué également que les projets de voies ferroviaires retenues pour la wilaya de Skikda avec les trois lignes Annaba-Ramdane, Djamel, Ramdane Djamel- Skikda et Collo-Tamalou revêtent une dimension

nationale du fait de relier ce port à l'est et à l'ouest du pays.

Attribuant au problème d'expropriation et à l'insuffisance des études le retard dans l'exécution du projet de doublement de la voie Ramdane Djamel-Annaba de 78 km, le ministre a assuré que l'infrastructure de base de cette voie sera réceptionnée au premier semestre 2017 et son exploitation débutera à la fin 2017.

Concernant le doublement de la voie Collo-Tamalou sur 30 km, le ministre a précisé que ce projet qui présente une grande importance économique pour la région sera lancé dès la «disponibilité des ressources financières nécessaires».

Il a également fait état de la possibilité de relier les deux wilayas de Skikda et Annaba à Alger par une ligne maritime qui

figure sur le programme de la Société nationale de transport maritime. Le ministre des Transports a indiqué que la communauté algérienne résidant à l'étranger bénéficie de la majorité des facilités et tarifs et d'amélioration des services à bord des navires, assurant que tous les ports sont prêts pour accueillir les ressortissants algériens résidant en Espagne, en France et en Italie à compter du 1^{er} juin. Le ministre a entamé sa visite dans la wilaya par l'inspection du projet de doublement et modernisation de la voie Ramdane Djamel-Annaba qui disposera de système moderne de signalisation et télécommunication et de quatre stations, selon les explications fournies sur site.

Il a également visité la base

logistique réservée à la promotion des exportations hors hydrocarbures sur la zone de dépôt et a appelé à relier cette base au port de Skikda par voie ferroviaire.

M. Talai a également inspecté le projet de gare routière multimodale à l'entrée de la ville de Skikda dont les travaux accusent un grand retard et a appelé à en assurer la relance.

A l'entreprise portuaire de Skikda, le ministre a reçu un exposé sur le projet dont l'étude est finalisée de réalisation d'une nouvelle gare maritime sur 3 500 m² capable de contenir dans le même temps deux navires de transport des voyageurs et traiter le passage de 2 000 voyageurs et 1 200 véhicules avec six galeries pour le transit des voitures.

R. T.

A Takeslent dans les Aurès

Les jeux traditionnels remis au goût du jour

Un groupe de jeunes de la commune de Takeslent, distante d'environ 70 km de la ville de Batna, table sur la remise au goût du jour des anciens jeux populaires traditionnels pratiqués dans la région des Aurès à l'occasion de grandes et heureuses circonstances.



Ce groupe qui active au sein des associations culturelles locales dont Idhourar Naith Soltane (montagnes d'Ouled Soltane), Idhourar Aâlane (Hautes montagnes), Marakounda pour la culture et des arts de Takeslent et Thaziri (la lune) de Merouana a initié récemment un festival local des jeux traditionnels.

En dépit des moyens limités, ce festival qui est à sa deuxième édition, commence à "gagner de la notoriété" notamment parmi les jeunes des Aurès qui ont eu à découvrir des distractions d'un autre genre, où se mêlent le patrimoine, la mémoire collective, la joie, la bonne humeur et la détente.

La «kharbga», le déclin pour ressusciter des pratiques anciennes

Ces jeux que les ancêtres pratiquaient et appréciaient notamment lors de fêtes de mariage, des saisons moisson-battages ou de récolte, ont suscité une sorte de "nostalgie" même parmi les plus jeunes qui se disent "rassurés et épris" lorsqu'ils voient des vieux s'adonner au jeu de la kharbga (un jeu populaire ressemblant au jeu d'échecs qui est pratiqué sur le sol à l'aide de petites pierres).

L'idée d'organiser un festival local sur les jeux populaires qui

font partie du patrimoine commun de la région, n'a pas été "fortuite", mais inspirée de l'image de ces vieux qui pratiquent avec passion le jeu de la kharbga, ont témoigné Omar Benmahdi et Hamada Bensaci, représentants du comité d'organisation du festival des jeux traditionnels, organisé à l'occasion du mois du patrimoine (18 avril-18 mai).

Cette idée qui paraissait quelque peu "étrange", a été vite "adoptée" par les habitants de cette localité qui continuent jusqu'à aujourd'hui notamment à la saison du printemps, à s'adonner à des jeux anciens comme l'arc (thakourt), un jeu traditionnel qui ressemble au hockey, ont-ils poursuivi.

La "genèse" de ce festival remonte à mai 2014, lors d'une fête de mariage organisée dans la localité de Marakounda et où les jeux traditionnels avaient été les maîtres des lieux, a-t-on souligné, précisant que ce jour là, les invités étaient remarquablement "éblouis" par la finesse de ces jeux perfectionnés dans la mechta d'Adhahri située entre les montagnes de Rafaâ, témoin vivant de plusieurs batailles de la guerre de Libération nationale.

La relance de ces jeux "procréateurs" de joie aussi bien pour les grands que les tous petits s'inscrit dans le cadre de la "préservation du patrimoine et de la mémoire collective, menacée aujourd'hui par l'oubli", soutient M.

Bensaci.

15 jeux traditionnels relancés

Sur une colline verte de Takeslent, dans une journée printanière, au cœur des Aurès, la deuxième édition du festival des jeux populaires traditionnels de la région a été organisée et marquée par la programmation d'une quinzaine de jeux traditionnels qui ont capté l'attention des visiteurs composés essentiellement de jeunes gens venus de plusieurs localités de la wilaya.

L'image des groupes de personnes concentrées à pratiquer un jeu "réflétait l'intérêt accordé à un pan de la mémoire collective de la région", ont estimé les organisateurs qui misent sur la continuité de ce festival qui, de l'avis des participants "a éveillé quelque chose du passé, des souvenirs lointains, de moments de joie et de partage".

"Sans le moindre complexe", les jeunes en habits traditionnels chaouis qui ne connaissaient de ces jeux traditionnels que les noms se sont mis de la partie et ont pris part à cette manifestation, offrant des scènes salissantes aux amateurs de photographies.

Du jeu d'El Kroud (manipulation de plusieurs petites pierres reposant sur la célérité de rattraper les pierres jetées en l'air), à celui d'El Khatem ou Thoumlit (jeu de devinette pour trouver

dans quelle main l'objet est caché) en passant par Issourifène (un genre d'art martial joué avec des bâtons) les nombreux visiteurs et les curieux ont trouvé "matière" de détente et de distraction.

Pour les présidents de ces deux associations, les efforts des membres des ces associations s'orientent vers un travail de recherche et d'investigation pour "déterrer" «des nouveaux jeux anciens» à inclure dans la troisième édition, avec l'ambition de donner à cet espace des jeux traditionnels un caractère régional ou national, affirme-t-on.

Bien que les jeux traditionnels dans la région des Aurès ont été immortalisés à travers les toiles des peintres de la région comme Abdou Tamine, Chérif Merzougui, Abdelaâli Boughrara, et également Houara Hocine et Mustapha Lekhal, ces jeux sont tombés dans l'oubli, souligne-t-on. "Il n'y a que Kharbga qui a résisté au temps et demeure le jeu favoris des vieux des Aurès", affirme-t-on.

Pour les jeunes de Takeslent, la revalorisation du patrimoine culturel la région à travers la relance des jeux traditionnels populaires constitue "la meilleure tactique" pour faire découvrir cette parcelle des Aurès, riche avec ses sites archéologiques romains, son artisanat, son histoire, ses plats populaires et ses jeux traditionnels.

R. S.

Dans un contexte de «course aux armements»

Les produits Lego de plus en plus violents

Les produits multicolores de Lego, qui ont fait le bonheur des enfants depuis plusieurs dizaines d'années, sont de plus en plus violents dans un contexte de "course aux armements" que se livrent les fabricants de jouets pour retenir l'attention des enfants à l'ère numérique, estime des chercheurs néo-zélandais.

D'après l'équipe de l'Université de Canterbury, le fabricant de ces Lego produit de plus en plus d'armes en sus des briquettes en plastique qui ont rendu ce jeu célèbre tandis que les "scénarios guerriers" sont plus fréquents dans ses kits à thème.

"Les produits Lego ne sont plus aussi innocents qu'auparavant", a déclaré Christoph Bartneck, chef de l'équipe de scientifiques. "La violence dans les produits Lego semble être allée au-delà du simple enrichissement du jeu".

Dans une étude publiée par le journal en ligne PLOS ONE, les chercheurs concluent que le fabricant (danois) a "au fil du temps fait montre d'une augmentation significative et exponentielle de la violence".

Lego fabrique des briques multicolores depuis 1949 et les premières armes sont apparues en 1978, avec un jeu sur le thème du château où figuraient des épées, des haches et des lances, selon l'étude.

Le nombre d'armes a augmenté peu à peu et sont présentes aujourd'hui dans 30% des kits Lego.

Les chercheurs ont étudié les catalogues du fabricant entre 1973 et 2015 et découvert que les scénarios présentés sont devenus plus violents.

"Actuellement, environ 40% des pages contiennent un type ou un autre de violence, en particulier, les scénarios où figurent des tirs et des comportements menaçants ont augmenté au fil des ans", dit l'étude.

"Pour attirer l'attention de leurs clients, les fabricants de jouets sont enfermés dans une course aux armements métaphorique pour de nouveaux produits enthousiasmants", dit l'étude.

M. Bartneck avait mené une autre étude publiée en 2013 qui avait conclu que les personnages à l'expression chargée avaient augmenté au détriment des personnages souriants.

Riad D.

Oran

300 familles relogées à Belgaïd



Trois cent familles ont été relogées lundi au pôle urbain de Belgaïd à l'est d'Oran, a-t-on constaté.

Ces familles résidaient dans de vieux bâtis au secteur urbain «El Amir» au centre-ville d'Oran dont une grande partie au quartier populaire «Fellaoucen» (ex St Pierre), a-t-on indiqué.

L'opération a commencé vers deux heures du matin et les 23 immeubles concernés par le relogement ont été progressivement évacués pour démolition afin d'éviter que les logements soient occupés de nouveau par des squatters.

Plusieurs chefs de daïras dont ceux d'Oran, d'Aïn El-Turck, de Gdyl et d'Arzew ont été mobilisés pour mener à bien cette opération après celles des secteurs urbains de Sidi El-Houari, Ibn Sina, El-Badr, El Maqari, El-Mokrani, Es-Seddikia et Sidi El-Bachir.

En plus du relogement des 300 familles, des décisions de pré-affectation ont été attribués à 189 autres familles du secteur urbain El-Amir.

A la nouvelle cité de Belgaïd où les 300 familles ont toutes été relogées dans des appartements de type F3, le wali d'Oran, Abdelghani Zaâlane a déclaré que cette 8ème opération de relogement du programme des 6.400 logements, inscrit dans le cadre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, s'est déroulée dans de bonnes conditions, soulignant que les opérations de relogement se poursuivront avec celui des familles ayant bénéficié de décisions de pré-affectation avant la fin de l'année 2016.

Le wali a ajouté que de nouveaux programmes de logements sociaux seront lancés à la prochaine rentrée sociale, en septembre, au niveau des différentes daïras de la wilaya d'Oran qui en compte neuf (09).

A ce propos, le Directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) d'Oran a révélé qu'un nouveau programme de 4.400 logements sociaux sera lancé en septembre 2016 dont 2.500 à Oued Tlalat et 1.500 à Belgaïd.

Sur un autre plan le Dg de l'OPGI a fait savoir que l'étude des recours introduits par les citoyens dans le cadre de l'attribution des 6.400 logements

sociaux, ont débuté lundi, signalant que cinq décisions d'attribution ont été annulées de cette dernière opération de relogement car les bénéficiaires avaient fourni de fausses informations que l'enquête a révélées.

Dans ce cadre, M. Saber Mohamed a souligné que 22 citoyens sont poursuivis en justice pour fausses déclarations.

Concernant les terrains récupérés après les différentes opérations de relogement, ce responsable a précisé que 15 hectares ont été récupérés. Des espaces verts, des aires de jeu, des équipements publics et des logements y seront réalisés.

Pour ce qui est des autres programmes d'habitat dans la wilaya, le wali a dit que pour les logements LPP, Oran a été pionnière dans ce domaine et les premiers lots seront réceptionnés dans deux (02) mois. M. Abdelghani Zaâlane a ajouté que 2.500 logements du programme des 4.000 logements AADL restant sera lancé mardi au niveau d'Aïn El-Beida et les 1.500 autres le seront prochainement au nouveau pôle urbain de Misserghine. A noter que le programme AADL comprenait 9.000 logements dont 5.000 ont été achevés et attribués. **R. O.**

Béchar

Lancement prochain du chantier de la cimenterie de Ben Zireg

■ Les travaux de réalisation du projet de la cimenterie de Ben-Zireg (40 km au nord de Bechar), seront lancés avant la fin du premier semestre 2016, a-t-on appris lundi du directeur local du secteur de l'industrie et des mines (DIM) de la wilaya.

«Une entreprise chinoise a été choisie pour la concrétisation de cet important projet industriel, après un appel d'offres national et international lancé auparavant par le secteur», a précisé à l'APS M.Mebarek Bouazza.

«Trois entreprises étrangères avaient postulé pour l'obtention du marché de réalisation de cette cimenterie qui relève de la Société Saoura ciment (SSC), filiale du Groupe public industriel des ciments d'Algérie (GICA)», a-t-il ajouté.

Ce projet dont l'estimation globale n'a pas été communiquée sera localisé sur une superficie de 60 hectares, et aura une capacité de production annuelle d'un (1) million de tonnes de ciment, selon la même source.

Sa concrétisation et sa mise en service en 2019, permettra la création de 500 à 600 emplois directs et autant d'emplois indirects, selon les prévisions du GICA.

La production de cette cimenterie, permettra la satisfaction de la demande locale et celle des autres wilayas du Sud-ouest du pays, notamment Adrar et Tindouf, et sera d'un apport «très important» aux efforts de développement et réalisation des différents projets et programmes de développement des secteurs de l'habitat et des Travaux publics dans la région du sud-ouest, a expliqué M.Bouazza.

L'existence de gisements de calcaire et de schiste dans la région de Ben-Zireg, en plus de la proximité du projet de la RN-6 reliant Bechar aux wilayas du Nord-ouest et Sud-ouest du pays, ainsi que de la voie ferrée Bechar-Oran via Sidi Bel-Abbès, constituent des atouts très importants pour cette cimenterie et à la distribution de sa production, selon la GICA.

K. L.

Tissemsilt

Convention pour la création d'un centre d'appel

■ Une convention pour la création d'un centre d'appel (call center) dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ), a été signée lundi à Tissemsilt. La convention signée entre la direction opérationnelle de «Algérie Télécom» (AT) de la wilaya et l'antenne de l'ANSEJ, en marge des portes ouvertes sur les centres d'appel, vise à améliorer les prestations au profit des abonnés de Algérie Télécom (prise en charge idéale de leurs demandes et doléances et réduction de la durée de réponse à leurs appels, selon la responsable de communication à la direction locale de AT. Un soutien et un accompagnement seront accordés aux porteurs de projets de micro-entreprises dans ce domaine en leur assurant une formation par AT et en mettant à leur disposition une base technologique, l'assistance technique nécessaire et l'outil les reliant au réseau de Algérie Télécoms et en leur assurant la maintenance à des prix promotionnels, a-t-elle indiqué. La direction locale de AT a programmé, à court terme, une session de formation dans le domaine de création de centres d'appel dans la wilaya, au profit de 20 diplômés universitaires. Le centre d'appel se charge de la gestion à distance de la relation avec les abonnés pour réduire la pression sur les centres régionaux.

Ces portes ouvertes de trois jours, organisées par la direction opérationnelle de AT au niveau du centre universitaire de Tissemsilt, visent à fournir des explications aux étudiants sur les opportunités d'investissement offerts dans ces structures de services. Une manifestation similaire sera consacrée à partir de lundi prochain à l'université «Abdelhamid In Badis» de Mostaganem à l'accueil des demandes des étudiants universitaires désireux créer un centre d'appel dans le cadre de l'ANSEJ et devenir partenaire de Algérie Télécom, selon les organisateurs.

T. H.

26 projets d'investissements annulés par le wali

■ Quelque 26 décisions d'annulation de projets d'investissements viennent d'être prises par le wali d'Oran, a-t-on appris, lundi, en marge de cérémonies d'inauguration de deux projets dans la localité de Tafraoui. Selon le chef de l'exécutif de la wilaya d'Oran, les bénéficiaires de ces projets en question, dont la plupart sont localisés dans la daïra de Boutlelis, à l'Ouest d'Oran, n'avaient pas lancé leurs investissements alors que la superficie totale qui leur a été octroyée était de l'ordre de 15 hectares. Cette superficie a été récupérée après la décision d'annulation des contrats d'investissement, a précisé le responsable. Dans ce cadre, le directeur de la wilaya d'Oran, Bouyacoub, a expliqué que des projets dans les secteurs pharmaceutiques, parapharmaceutiques et de l'agro-alimentaire devaient être réalisés sur les terrains octroyés dans la zone d'activité de Boutlelis. Toutefois, ces projets n'ont jamais démarré pour diverses raisons. Certains investisseurs n'ont pas honoré les ordres de versement qui leur ont été délivrés, d'autres n'ont pas effectué les démarches nécessaires pour l'obtention de permis de construire, documents nécessaires pour la réalisation des projets en question, a expliqué le même responsable.

CONFLITS ▶▶

Afghanistan

Les taliban à la peine pour se choisir un nouveau chef

Les taliban afghans, réunis en «choura», leur conseil central, tentaient, hier pour le troisième jour consécutif, de choisir un successeur au mollah Mansour, leur chef tué samedi dernier par un tir de drone américain, ont indiqué des sources au sein du mouvement.



« Les discussions se poursuivent, les membres de la «choura» abordent toutes les questions», dans un endroit tenu secret, a expliqué à l'AFP, un responsable des taliban afghans depuis un lieu inconnu au Pakistan.

Or la tâche s'avère complexe,

aucun des candidats potentiels ne semblant s'imposer réellement. «Trouver un consensus risque de prendre du temps», a poursuivi cette source qui a souhaité conserver l'anonymat.

Nombre de commandants réclament un chef consensuel, a expliqué un autre haut responsable taliban, basé, lui, dans le

nord-ouest du Pakistan. «Nous avons besoin de quelqu'un qui soit apte à concilier et non d'un guerrier».

La désignation, l'été dernier, du mollah Akhtar Mansour avait mis au jour des différends, parfois irréconciliables. Certains cadres avaient d'abord refusé de lui faire allégeance, jugeant sa

nomination précipitée. D'autres avaient fait sécession.

Parmi les différents noms avancés par les experts pour la succession de Mansour, celui du mollah Yacoub, le fils du mollah Omar, âgé d'environ 25 ans, revient souvent.

«Il est susceptible d'unifier le mouvement, surtout parce qu'il est le fils du mollah Omar», fondateur du mouvement taliban en 1994, a jugé Rahimullah Yousafzaï, un analyste pakistanais fin connaisseur du mouvement.

Mais le jeune homme aurait lui-même rejeté la perspective de sa nomination, arguant de sa «jeunesse», selon une source talibane.

Autre figure évoquée: Sirajuddin Haqqani, le fils du fondateur du réseau insurgé du même nom, allié des taliban et réputé proche du Pakistan. Mais il aurait lui aussi décliné l'offre.

Ni le Pakistan, considéré comme le parrain historique des taliban, ni les insurgés n'ont confirmé à ce stade la mort du mollah Mansour, qui les a dirigés pendant seulement neuf mois et demi. Selon le président américain Barack Obama et le gouvernement afghan, le leader des taliban a péri dans un tir de drone américain dans une zone reculée du Pakistan, samedi dernier.

AFP

Ukraine

Paris, Moscou, Kiev et Berlin «déterminés» à faire appliquer les accords de Minsk

Les présidents français, russe, ukrainien et la chancelière allemande, ont réitéré, lors d'un entretien téléphonique, leur «détermination» à faire appliquer les accords de Minsk, alors que les affrontements se poursuivent dans l'est de l'Ukraine, a indiqué l'Elysée lundi soir.

François Hollande, Vladimir Poutine, Petro Porochenko et Angela Merkel ont «rappelé leur attachement aux accords de Minsk» qui prévoient un cessez-le-feu entre forces armées et séparatistes dans l'est ukrainien et leur «détermination à tout faire pour qu'ils soient appliqués dans leur intégralité le plus rapidement possible», précise l'Elysée dans un communiqué.

Cet entretien en «format Normandie» a eu lieu alors que l'armée ukrainienne a annoncé lundi qu'un soldat ukrainien a été tué et trois autres blessés après une attaque au mortier dans l'est séparatiste du pays, dernier épisode de violences sur la ligne de front malgré l'instaur

ration de trêves.

Le «format Normandie» a été mis en place par la France, l'Allemagne, l'Ukraine et la Russie pour trouver une solution à la question des régions rebelles prorusse dans l'est de l'Ukraine.

Les quatre dirigeants ont insisté sur l'importance de mettre en oeuvre «toutes les mesures nécessaires à la consolidation du cessez-le-feu, à commencer par le retrait des armes et la planification du désengagement des forces, comme la libération des prisonniers», a indiqué l'Elysée.

Ils sont également revenus sur «le travail qui avait été accompli sur les différentes questions politiques devant en particulier conduire à la tenue d'élections locales dans le Donbass, dans le respect de la loi ukrainienne et selon les standards de l'Osce», a encore ajouté la présidence française.

R. I.

Irak

L'ONU inquiète pour la population civile de Fallouja

L'ONU a fait part de son inquiétude pour la population civile de la ville irakienne de Fallouja, que l'armée irakienne tente de reprendre au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), a indiqué lundi son porte-parole, Stéphane Dujarric.

L'ONU estime qu'il y a environ 50 000 personnes encore à Fallouja et qu'il est «important que les habitants puissent disposer de couloirs sûrs» pour fuir la ville, a-t-il souligné.

«Un des problèmes est que les civils sont en grave danger quand ils cherchent à fuir», a-t-il ajouté.

L'ONU travaille avec les organisations humanitaires locales pour évaluer les mouvements et les besoins de la population et apporter une aide d'urgence à ceux qui ont pu fuir, sous forme, notamment d'abri et d'eau pour éviter la déshydratation.

«La situation est très fluctuante et à mesure que les combats continuent les civils courent de grands risques», a conclu M. Dujarric. Les forces irakiennes ont lancé lundi une vaste offensive pour reprendre la ville de Fallouja à Daech, une bataille qui s'annonce comme l'une des plus difficiles dans la guerre contre les terroristes.

Dimanche, le commandement irakien des opérations avait appelé les civils se trouvant toujours à Fallouja à quitter la ville.

Des responsables ont fait état ces dernières semaines du départ de dizaines de familles, mais l'EI a tenté d'empêcher les civils de quitter la ville, qui comptait auparavant environ 300 000 habitants.

Selon M. Dujarric, les autorités irakiennes dirigent femmes et enfants déplacés vers une localité située à 30 km au sud de Fallouja tandis que les hommes sont conduits vers le centre de la province d'Anbar «pour des contrôles de sécurité».

R. N.

Yémen

Explosion d'une bombe à l'Université de Sanaa

Deux personnes ont été tuées dans l'explosion hier d'une bombe à l'Université de Sanaa, capitale du Yémen, a indiqué une source des services de sécurité yéménites faisant également état de blessés.

L'engin a explosé lors d'une cérémonie à l'occasion du 26^e anniversaire de l'unification du Yémen, a ajouté la même source, sans donner de détails sur les auteurs ou les commanditaires de l'attaque.

La cérémonie était organisée, selon les médias, à l'initiative des rebelles houthis qui contrôlent la capitale Sanaa depuis leur coup de force en 2014 contre le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi.

L'ONU estime que le conflit a fait depuis fin mars 2015 plus de 6 400 morts, dont la moitié des civils, et 2,8 millions de déplacés.

Lundi, les parties au conflit au Yémen ont repris à Koweït les négociations de paix après une interruption de près d'une semaine.

Reda A.

Syrie

Le bilan de l'attentat s'alourdit à 154 morts

Au moins 154 personnes, en majorité des civils, ont été tuées et 300 autres blessées dans la série d'attentats qui a frappé lundi plusieurs localités côtières de l'ouest de la Syrie, selon des médias citant un nouveau bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Deux villes de Lattaquié, Tartous et Jableh, ont été le théâtre d'une série d'attaques simultanées lundi, revendiquées par le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daech/EI).

A Tartous, la série d'attentats a commencé vers 09h00 (06h00 GMT) lorsque deux kamikazes se sont fait exploser à l'intérieur de la gare routière, suivis de l'explosion d'une voiture piégée à l'extérieur.

Un quart d'heure plus tard, des explosions se sont produites simultanément à Jableh, à 60 km plus au nord, devant la gare routière, la compagnie d'électricité et deux hôpitaux.

Au total, la police a fait état de quatre voitures piégées et de trois attentats-suicides, tandis que l'Osdh a rapporté deux attentats à la voiture piégée et cinq attaques suicides.

«Le bilan est actuellement de 154 morts, mais il pourrait encore s'alourdir car un certain nombre des quelque 300 blessés se trouvaient dans un état critique», a affirmé le directeur de l'Observatoire, Rami Abdel Rahmane. Un précédent bilan faisait état de 148 morts. Plus de 270 000 personnes sont mortes depuis le début du conflit en Syrie en mars 2011.

K. L.



RD Congo

L'ONU préoccupée par le regain des tueries»

L'ONU a exprimé son inquiétude lundi du regain des «tueries» dans la région de Beni, où les Casques bleus appuient une offensive de l'armée congolaise destinée à rétablir la paix dans cette zone de l'est de la République démocratique du Congo.



Le Mission des Nations unies au Congo (Monusco) "exprime sa vive préoccupation face à la recrudescence des tueries dans le territoire de Beni", indique un communiqué onusien publié à Kinshasa, cité par des médias. La ville et le territoire de Beni, dans le nord de la province du Nord-Kivu, ont été

endeuillés depuis octobre 2014 par une série de massacres ayant coûté la vie à plus de 600 civils.

Début mai, près de cinquante personnes y ont été tuées dans de nouvelles attaques que l'armée congolaise et la Monusco ont attribuées aux rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF),

implantés en RDC depuis 1995.

L'armée congolaise a annoncé, le 14 mai, le lancement d'une nouvelle opération militaire contre les ADF avec le soutien de la Monusco.

Selon le communiqué de la Monusco, les Casques bleus ont mené de "nombreuses missions d'appui en feu aérien et

d'appui au transport par hélicoptère dans la zone d'opérations, ainsi que des missions d'évacuation des blessés".

"Au moins cinq positions de l'ADF connues ont été prises", "de nombreux combattants ADF ont été neutralisés", ajoute le communiqué sans plus de précisions.

Jeudi, l'armée congolaise avait affirmé avoir conquis cinq bastions des ADF et tué 20 miliciens, sans mentionner de pertes dans ses rangs.

Un récent rapport du Groupe d'étude sur le Congo (GEC, Université de New York) remet en cause la version des autorités et de la Monusco sur les massacres de Beni. Il soutient que les ADF portent effectivement une part très importante de responsabilité dans ces tueries mais au côté d'autres éléments, parmi lesquels des soldats de l'armée régulière.

Lundi, l'ONU a annoncé l'arrivée de son envoyé spécial pour les Grands Lacs, Saïd Djinnit, pour une visite de cinq jours au Nord et au Sud-Kivu à la tête d'une délégation internationale destinée à "intensifier les efforts en vue de la neutralisation des groupes armés" dans l'est de la RDC, déchiré par la violence depuis plus de vingt ans.

T. L.

La police ougandaise accuse l'armée congolaise d'avoir tué quatre de ses éléments

La police ougandaise a accusé lundi l'armée congolaise d'avoir tué quatre de ses agents sur le lac Albert, qui marque une partie de la frontière entre les deux pays.

"Quatre de nos officiers (de police, ndlr) ont été pris pour cible et tués par l'armée de République démocratique du Congo samedi soir alors qu'ils répondaient à un appel concernant des activités de pêche illégale sur la partie ougandaise du lac Albert", a déclaré le commandant de la police locale, Denis Namuwoza.

"Les troupes congolaises ont confisqué notre bateau et les pistolets, et ont emmené les corps à Beni (dans le nord-est de la RD Congo, Ndlr)", a-t-il ajouté. Il était toutefois impossible dans l'immédiat de vérifier de source indépendante l'identité des hommes armés.

Selon le quotidien ougandais *Daily Monitor*, les tensions entre forces de sécurité congolaises et ougandaises ont augmenté ces dernières années sur et aux alentours du lac Albert, les deux pays arrêtant régulièrement des soldats et policiers de l'autre nation, qu'ils relâchent ensuite généralement.

B. L.

Crise du Burundi

Le médiateur tanzanien promet de rencontrer tous les acteurs

Le facilitateur principal du Dialogue Inter-burundais, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, a promis lundi de rencontrer tous les acteurs qui n'ont pas pris part à la réunion d'Arusha.

Dans un communiqué, M. Mkapa a confirmé qu'il sera en mesure de répondre à tous les intervenants qui ont été invités à participer au Dialogue d'Arusha et n'ont pas été en mesure de venir pour des raisons diverses.

"Les dates et lieux seront communiqués en temps voulu. Le facilitateur regrette leur absence et note que leur participation ajouterait de la valeur au dialogue", selon le communiqué.

Le Dialogue Inter-burundais a repris le 21 mai à Arusha sous les auspices de l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, en tant que facilitateur du processus.

Le bureau du facilitateur a déclaré que les invitations pour participer au dialogue ont

été envoyées à un large éventail d'intervenants, y compris les représentants du gouvernement, tous les anciens chefs d'Etat, la Commission nationale pour le dialogue Inter-burundais (CNDI), tous les partis politiques enregistrés au Burundi et des organisations de la société civile.

Sont également invités des groupes confessionnels, des acteurs politiques de premier plan à l'intérieur et à l'extérieur du Burundi, ainsi que des groupes de femmes et de jeunes.

L'invitation a également été envoyée à la communauté diplomatique en Tanzanie, aux Nations Unies, à l'Union africaine et aux Etats partenaires de la Communauté est-africaine.

"En date du 22 mai 2016, il y avait 83 Burundais de l'intérieur et de la diaspora prenant part au dialogue et d'autres vont encore arriver", a indiqué le communiqué.

Le dialogue a également impliqué la

Commission nationale pour le dialogue Inter-burundais, le président et trois commissaires, les organisations de la société civile, les jeunes, les femmes et les médias, le secteur privé, les envoyés spéciaux et représentants des Nations Unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, les envoyés spéciaux des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la Belgique, entre autres.

Le bureau du facilitateur du Dialogue Inter-burundais, a regretté les fausses déclarations persistantes sur le Dialogue Inter-burundais en cours à Arusha, tout en exhortant les médias et d'autres organisations à faire des reportages objectifs sur les pourparlers en cours.

Le bureau a également appelé les médias à être partenaires dans la promotion de la paix et de la stabilité dans le pays déchiré par la guerre, en tandem avec le mandat du facilitateur.

G. A.

Mali

Un contingent de Casques bleus chinois achève sa mission

La contribution de la Chine à la paix et à la stabilisation du Mali a été saluée au terme de la mission du 3^{ème} contingent de casques bleus dans ce pays.

Les casques bleus chinois viennent de prendre leur avion pour la Chine, "heureux d'avoir accompli leur mission d'accompa-

gnement et de soutien au gouvernement malien dans le processus de paix en cours", indique un communiqué de la Mission maintien de la paix de l'ONU au Mali (Minusma).

Ils sont remplacés par les éléments du 4^{ème} contingent.

M. Mohamed El-Amine Souef, chef du bureau de la mission onu-

sienne à Gao, a remis un certificat d'appréciation qui "reconnait les réalisations et la contribution des éléments du 3^{ème} contingent chinois après 12 mois de travail dans la région de Gao", indique le texte.

A cette occasion, M. Souef a mis en valeur la contribution que la Chine apporte à la paix et à la stabilisation du Mali, mais aussi

son rôle important au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies, ajoute le texte.

Toujours selon le communiqué, avant le départ du contingent, une haute délégation militaire chinoise conduite par le colonel Li a rendu visite à la Minusma en vue d'évaluer la contribution et le travail accompli par ledit contin-

gent au Mali.

"Au nom du gouvernement chinois, nous vous remercions pour cette marque de reconnaissance à l'endroit de nos troupes engagées dans les opérations de maintien de la paix au Mali", a déclaré le colonel Li après la remise de certificat d'appréciation.

T. K.

Salve de défaites pour la gauche

Amérique latine, pourquoi la panne ?

Défaite cinglante au Venezuela, virage à droite en Argentine, crise économique et politique au Brésil, manifestations de rue en Equateur : la gauche est à la peine en Amérique latine. Les manigances de Washington ne suffisent pas à expliquer un tel essoufflement. De la Caraïbe à la Terre de Feu, les forces progressistes se trouvent une nouvelle fois confrontées à leurs vieux démons.

Par **Renaud Lambert**

Sur l'autoroute qui rejoint le centre-ville, un immense graffiti attire le regard : « Ce n'est pas à nous de payer pour la crise des banquiers. » Banal depuis quelques années dans la plupart des capitales européennes, le slogan surprend davantage ici. Nous sommes à Rio de Janeiro, où, deux ans auparavant, la fête battait son plein.

En mars 2013, au même endroit, la double voie semblait devoir louvoyer au milieu d'une forêt de grues. L'humeur générale au cours de ces années-là avait précédemment inspiré une couverture remarquée à l'hebdomadaire britannique *The Economist* : au cœur de la tourmente financière, sur fond de brume, la statue du Christ rédempteur s'envolait du sommet du Corcovado. « Le Brésil décolle », clamait le magazine, qui consacrait quatorze pages à « la plus belle réussite latino-américaine » (14 novembre 2009). Incapable de tirer profit de la débâcle libérale, la gauche européenne portait alors son regard par-delà l'Atlantique pour trouver des raisons d'espérer. Les réussites du « laboratoire latino-américain », célébrées au rythme de la samba brésilienne, de la morenada bolivienne, du pasillo équatorien ou du joropo vénézuélien, ne l'autorisaient-elles pas à se rêver victorieuse à son tour ?

A la suite d'un ralentissement économique international qui touche particulièrement les économies du sous-continent, le tableau s'est assombri. Qu'on se souvienne. Le 6 novembre 2013, le président équatorien Rafael Correa se fendait d'un réquisitoire sans concession contre le libéralisme lors d'une conférence à la Sorbonne, à Paris. Un an plus tard, il signait un accord de libre-échange avec l'Union européenne. En dépit de ses difficultés, la « révolution bolivarienne » s'était toujours illustrée par sa détermination à améliorer les conditions de vie des Vénézuéliens. Le 26 janvier 2015, un document de la très neutre Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) annonçait que, dans le pays, le taux de pauvreté était passé de 25,4 % à 32,1 % entre 2012 et 2013.

Au cours de la campagne présidentielle d'octobre 2014, une réplique de Mme Dilma Rousseff, alors candidate à sa propre succession, lors d'un débat télévisé avait marqué les esprits. Reprochant à son adversaire Aécio Neves, du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, droite), son goût pour la saignée, elle s'était exclamée : « La seule chose que vous savez faire, vous, c'est couper, couper, couper ! » (14 octobre 2014).



Moins d'un an plus tard, elle plaide pour la « potion amère » de l'austérité et tranchait jusque dans les programmes sociaux qu'elle avait promis de défendre (O Estado de S. Paulo, 9 septembre 2015).

Alors que le symbole régional de la lutte contre l'impérialisme, Cuba, inaugure un « Conseil d'affaires » en partenariat avec la chambre de commerce des Etats-Unis, le péronisme est défait au second tour de la présidentielle argentine de novembre 2015, un mois avant le cinglant échec du camp chaviste aux législatives vénézuéliennes. Au Brésil et en Equateur, des mobilisations de rue exigent la démission de gouvernements élus grâce à de puissants mouvements sociaux.

« Chaque fois qu'un parti de gauche arrive au pouvoir, il se fragilise »

« Hier, l'Amérique latine représentait une source d'inspiration pour la gauche européenne. Depuis qu'on applique ici les mêmes politiques d'austérité qu'en Europe, c'est le contraire », observe M. Guilherme Boulos, dirigeant du Mouvement des travailleurs sans toit (MTST). Avant de glisser : « Beaucoup de gens, ici, évoquent la nécessité de créer un Podemos brésilien. » Fondé dans l'optique d'importer en Europe les succès de la gauche latino-américaine, le parti espagnol se verrait donc à son tour érigé en modèle dans la région qui l'avait inspiré ? Il arrive que les progressistes donnent le sentiment d'avoir perdu leur boussole.

Mais serions-nous condamnés à traquer l'espoir à travers le globe, au risque de tourner en rond ? Si l'on estime que la dénonciation rituelle des trahisons et des retournements de veste épuise l'analyse des difficultés de la gauche au pouvoir, peut-être. Dans le cas contraire, l'intérêt du « laboratoire latino-américain » — largement analysé dans nos colonnes — ne disparaît pas lorsque celui-ci peine à enregistrer de nouvelles victoires. Tenter de comprendre les tensions qui le traversent peut s'avérer tout aussi riche

d'enseignements.

Impensable, rétorquera-t-on. Ni les histoires, ni les dirigeants, ni les projets politiques des pays de la région ne se ressemblent. Comment comparer le Brésil de M. Luiz Inácio Lula da Silva, soucieux de satisfaire les banquiers tout autant que les pauvres, et le Venezuela d'Hugo Chávez, déterminé à construire le « socialisme du XXIe siècle » ? L'objection n'est pas fautive. Mais de l'Altiplano bolivien à la France de 1981, de la Caraïbe vénézuélienne aux Etats-Unis du New Deal, les forces de gauche affrontent bien souvent des démons similaires...

« Chaque fois qu'un parti de gauche arrive au pouvoir, il se fragilise », observait récemment M. Lula da Silva. La voie des urnes présente de précieux avantages par rapport à la voie armée, à commencer par une probabilité plus grande de ne pas être assassiné, emprisonné ou torturé avant que la révolution n'advienne. Elle impose cependant certaines contraintes.

Outre qu'il a dû fournir des cadres au gouvernement et aux différents ministères dont il a pris les rênes à partir de 2003, le Parti des travailleurs (PT) de Mme Rousseff et de M. Lula da Silva a vu ses forces siphonnées au niveau local. Il comptait 187 équipes municipales en 2000 et 559, soit trois fois plus, en 2008. Certes, il recrute de nouveaux militants, mais dans un contexte où la formation des cadres « se rabougrit progressivement autour de questions pratiques : comment gérer un mandat ? comment légiférer ? comment communiquer sur ses politiques publiques ? », se désole M. Valter Pomar, du PT. Conséquence, selon M. Marco Aurélio Garcia, conseiller spécial aux affaires internationales de la présidence brésilienne : « Nous avons perdu le contact avec la société, nous avons arrêté de réfléchir et nous nous sommes bureaucratisés. » Bref, le PT ne parvient plus à mobiliser, notamment auprès d'une jeunesse revendicative qui n'a pas connu les grandes batailles

du parti avant son arrivée au pouvoir.

Tout comme le vice-président bolivien, le président équatorien Rafael Correa se montre conscient de cette difficulté. Alors que la droite organisait sa contre-offensive, il a confié à son ministre des affaires étrangères Ricardo Patiño — l'un de ses proches — la mission de « renforcer les bases » de son mouvement, Alianza País. L'objectif : « Qu'en deux heures nous soyons en mesure de remplir la Plaza Grande », le grand lieu de rassemblement de la capitale équatorienne (El Universo, 16 juillet 2015).

Militants et mouvements sociaux acceptent cependant plus facilement de jouer le rôle de courroie de transmission du pouvoir lorsque celui-ci tolère leurs critiques ; une disposition que ne manifeste pas toujours M. Correa. Un exemple : en octobre 2013, un groupe de députés d'Alianza País, soutenu par de nombreux militants, envisage de faire autoriser l'avortement dans le cadre d'un nouveau code pénal. Défavorable à l'idée, le président déclare aussitôt : « Si ce type de trahisons et de comportements déloyaux continue (...), je présenterai ma démission. » Les députés renoncent.

Outre qu'elle éloigne les dirigeants politiques de leur base, l'institutionnalisation les divise. Au printemps 2014, le politiste américain Steve Ellner déplorait le poids des élus au sein du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) : « Les sept vice-présidents du parti, qui représentent les différentes régions, sont des gouverneurs ou des membres du cabinet du président Nicolás Maduro. » Contrairement à ce qui s'était produit lors du premier congrès, en 2009, les députés de 2014 n'ont pas été élus par les militants : il s'agissait surtout de gouverneurs, de maires et de députés.

Constat similaire un peu plus au sud. « Avant son accession au pouvoir, la vie interne du PT reflétait l'opposition entre les différents courants et leurs analyses stratégiques,





observe l'économiste Reinaldo Gonçalves. Depuis, les élus ont pris le pouvoir. » Or, nous confie M. Artur Henrique, ancien président de la plus importante centrale syndicale brésilienne (CUT), les mandats transforment parfois les militants : « Au nom de la "gouvernabilité" du pays, ils nous expliquent désormais qu'on ne peut pas faire ci, qu'on ne peut pas faire ça... » Lorsque la tactique — concevoir les élections comme une étape vers la transformation du monde — se mue en stratégie — adapter ses convictions à l'objectif électoral —, l'ambition politique s'effiloche. Il arrive même qu'elle disparaisse : désormais, « le PT constitue plus un obstacle qu'un atout », tranche M. Jean Tible, l'un de ses militants. Serait-il parvenu à la même conclusion si sa formation s'était employée à transformer le système politique brésilien pour y « démocratiser la démocratie » ? Elle ne l'a pas envisagé, renonçant ainsi à livrer bataille au pouvoir de l'argent, à la corruption et aux lobbys...

Mais les difficultés de la voie démocratique vers le socialisme ne se limitent pas aux effets pervers de l'exercice du pouvoir. Elle implique aussi de déterminer sur quels électeurs compter. Dans des pays où les dictatures ont réprimé les organisations communistes, où le néolibéralisme a pulvérisé les rares bastions ouvriers et où les médias demeurent aux mains du secteur privé, le fond de l'air n'est pas plus rouge qu'ailleurs. Espérer s'y bâtir une base électorale majoritaire en misant exclusivement sur les franges radicalisées de la population revient — pour l'heure... — à poursuivre une chimère ; y renoncer, à entrebâiller la porte du pragmatisme, sans toujours savoir jusqu'où elle risque alors de s'ouvrir.

Quand cesse-t-on de gouverner avec la droite, quand commence-t-on à gouverner pour elle ?

Les alliances s'effectuent d'abord au sein du camp progressiste. Ni Chávez ni M. Correa n'ont émergé de formations politiques préexistantes. Dans des contextes de crise politique, ils ont été portés par des mouvements hétérogènes dont la cohésion reposait moins sur une compatibilité réelle que sur une certitude : le retour d'une véritable démocratie constituait un préalable indispensable à la réalisation des ambitions de chacune des composantes de la coalition. Les nouvelles Constitutions, rédigées dans la foulée de l'arrivée au pouvoir de la gauche, au Venezuela et en Equateur comme en Bolivie, reflètent parfois ce flou. Et annoncent, en creux, certaines déceptions à venir — comme sur la question de la protection de la « Terre mère ».

En dehors de l'arc des forces qui composent la gauche, les concessions doivent demeurer temporaires et se limiter à « tenir compte d'une partie des besoins de ses adversaires », estime le vice-président bolivien Alvaro García Linera. Pas d'alliance avec la droite, mais avec certains des secteurs qu'elle représente traditionnellement : une partie des classes moyennes, certaines franges du patronat. Acceptant d'œuvrer au sein d'institutions plus contraignantes pour le pouvoir exécutif qu'en Bolivie, le PT a franchi



le Rubicon. En 1980, lors de sa création, il s'enorgueillissait de n'accueillir aucun patron ; en 2002, il s'alliait au chef d'entreprise évangéliste José Alencar pour remporter la présidentielle, et à divers partis conservateurs pour former son gouvernement.

Du compromis à la compromission, pas de frontière bien nette mais un camaïeu, dont chacun perçoit les nuances différemment selon qu'il œuvre au sein du gouvernement ou des mouvements sociaux. Or, quand cesse-t-on de gouverner avec la droite et quand commence-t-on à gouverner pour elle ? Au Brésil par exemple, Mme Rousseff a récemment adopté la feuille de route de ses adversaires politiques. Car les renoncements s'accumulent d'autant plus vite que la pression électorale ne se dissipe pas une fois un scrutin remporté : les Brésiliens votent tous les deux ans, ne sortant d'une campagne que pour se voir précipités dans le tourbillon de la suivante.

« On nous reproche de ne pas être de "vrais démocrates", mais, depuis 2007, nous avons remporté dix scrutins, soit plus d'un par an, nous dit un haut fonctionnaire équatorien. Or le calendrier électoral n'est pas celui de la politique, et je dois avouer que, par moments, nous préférierions pouvoir nous consacrer à la mise en œuvre de notre programme plutôt que d'avoir à faire campagne. » L'une des vertus de la démocratie représente également son principal défi : le pouvoir, régulièrement remis en jeu, y demeure précaire. Lorsqu'elle est suffisamment conservatrice, l'opposition peut compter sur le soutien des médias privés et du patronat.

Lorsque le contexte économique interdit à la gauche de tenir le discours de l'espoir, la droite aurait tort de ne pas s'en emparer.

Qu'elle mesure l'importance des questions sociales dans la population, et la voici qui se grime en nouvelle avant-garde. Il y a bientôt deux ans, M. Henrique Capriles, le représentant de la droite vénézuélienne, plus subtil que ses alliés putschistes, exposait ses nouvelles convictions au Monde. S'affirmant « loin de la droite », ce fils de bonne famille qui a participé au coup d'Etat (raté) de 2002 contre Chávez déclarait, la main sur le cœur : « La clé du changement se trouve dans les barrios [quartiers populaires] » ; il fallait donc « revenir aux méthodes traditionnelles de militantisme : le contact direct, le porte-à-porte, les assemblées dans les quartiers, le travail de fourmi » (3 avril 2014).

Difficulté supplémentaire lorsqu'on s'en remet aux électeurs : l'adversaire dont il faut satisfaire une partie des besoins, pour reprendre les mots de M. García Linera, ne s'incarne pas seulement dans les milieux conservateurs. Il se cristallise également dans le rapport que chacun entretient avec la société de consommation, y compris à gauche. Interrogé sur les raisons pour lesquelles il n'était pas allé plus loin dans la transformation de son pays, l'ancien président uruguayen José « Pepe » Mujica a répondu : « Parce que les gens veulent des iPhone (10) ! » Etre pauvre n'implique pas que l'on soit révolutionnaire. Et tous les révolutionnaires ne rêvent pas d'assemblées générales enfiévrées.

« Maintenant que je ne suis plus pauvre, je vote pour la droite »

Il arrive ainsi que l'accroissement du niveau de vie, principale réussite de la gauche latino-américaine avec le renforcement de la démocratie, favorise certains retournements. A la veille du premier tour de l'élection présidentielle argentine, en octobre 2015, les réseaux sociaux progressistes diffusaient un graphique intitulé « Les cycles économiques de l'Argentine ». Le schéma présentait les différentes étapes d'un processus circulaire : 1. « La droite détruit les classes moyennes » ; 2. « Les classes moyennes paupérisées votent en faveur d'un gouvernement populaire » ; 3. « Elu, ce gouvernement améliore le niveau de vie des classes moyennes » ; 4. « Les classes moyennes s'imaginent qu'elles font partie de l'oligarchie et votent à droite ». Retour à la case départ.

Et le phénomène ne concerne pas uniquement les couches intermédiaires de la population. Lorsque nous l'interrogeons sur l'affaiblissement des capacités de mobilisation du Mouvement des paysans sans terre (MST) au Brésil, l'universitaire Armando Boito avance une explication : bien que timides, les politiques du PT ont transformé une fraction du mouvement en petits paysans installés. Leur radicalité s'est émoussée dès lors qu'ils avaient autre chose à perdre que leurs chaînes. Le rêve d'une « société de propriétaires » promu par les conservateurs repose-t-il sur autre chose ?

Il ne suffit pas de souhaiter la naissance

de l'« homme nouveau » cher à Ernesto « Che » Guevara pour qu'il advienne, y compris à Cuba. Mais certaines politiques ne facilitent peut-être pas les choses. Président de la Banque centrale bolivienne sous différents gouvernements conservateurs, l'actuel ministre de l'économie du pays, M. Luis Arce Catacora, se félicite : « Tout le monde a désormais la possibilité de devenir riche en Bolivie. » Faut-il s'en étonner ? Un tel écho à François Guizot, l'un des penseurs libéraux et conservateurs de la Restauration, facilite l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie indigène, pas forcément plus progressiste que l'ancienne, dont un membre résume la « révolution » en ces termes : « J'ai de l'argent, je peux faire ce que je veux ».

Même si le « processus bolivarien » s'est illustré par sa capacité à stimuler la politisation de la population, une partie de sa base est également tentée de lui tourner le dos. L'ambassadeur du Venezuela à Paris, M. Héctor Michel Mujica Ricardo, nous rapporte une anecdote. A la veille de l'élection présidentielle de 2013, il rencontre une jeune femme d'un quartier populaire. Elle incarne à ses yeux la catégorie de la population qui a le plus bénéficié des politiques redistributives ambitieuses du gouvernement. « Avant, je vivais dans la misère. C'est grâce à Chávez que j'en suis sortie », confirme-t-elle. Avant d'ajouter, comme une évidence : « Maintenant que je ne suis plus pauvre, je vote pour l'opposition. »

Faudrait-il toutefois se résoudre à ce que l'amélioration des conditions de vie éloigne mécaniquement ses bénéficiaires de la gauche ? « Il y a plusieurs façons d'accroître le niveau de vie des gens, objecte M. Pomar. Ce que nous avons fait au Brésil, c'est augmenter la consommation, ce qui a accru leur soumission aux logiques de marché. » Le PT a ainsi permis aux plus pauvres de mettre leurs enfants dans des écoles privées, d'accéder au secteur médical à but lucratif, de financer des retraites par capitalisation. « Ce n'est pas comme cela qu'on développe la conscience politique. Il aurait été plus efficace de construire des services publics. Mais il aurait fallu augmenter les impôts, et donc affronter la bourgeoisie. Une voie incompatible avec la stratégie de conciliation adoptée par Lula, puis par Dilma... »

Dans un contexte de ralentissement économique, la voie du compromis conduit à l'impasse. Aucun des gouvernements progressistes latino-américains n'est parvenu à transformer sa structure productive : dépendants de leurs exportations de matières premières, ils se retrouvent livrés à la tourmente internationale. Pas davantage de succès dans le domaine fiscal. Lorsque la rente s'effondre, que l'économie stagne (ou recule), les sommes disponibles pour la redistribution fondent comme neige au soleil. Il n'est plus possible de soulager les plus faibles sans déranger les puissants. Or, pour affronter les intérêts des seconds, mieux vaut pouvoir compter sur la mobilisation des premiers. Après une période d'éloignement, les dirigeants progressistes parviendront-ils à refaire corps avec les mouvements sociaux ? Et ceux-ci réussiront-ils à faire renaître l'espoir ?

Renaud Lambert



Japon

Travaux suspendus sur le site de Fukushima pendant le G7

Les travaux seront suspendus à la centrale accidentée de Fukushima durant les deux jours du sommet du G7 cette semaine, une mesure de précaution qui s'ajoute à des dispositions sécuritaires exceptionnelles à travers le pays face à un risque d'attentat ponctuellement jugé plus fort par les autorités.



« **H**ormis les opérations de routine qui ne peuvent pas être stoppées, comme les patrouilles près des citernes stockant l'eau notamment, nous allons suspendre les travaux les 26 et 27 mai », a expliqué à l'AFP un porte-parole de la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power.

Actuellement, quelque 6.000 à 8.000 travailleurs oeuvrent chaque jour à la centrale de Fukushima Daiichi mise en péril par le tsunami du 11 mars 2011.

Alors que les milieux politiques et les moyens de sécurité seront mobilisés pour le sommet du G7 à Ise-Shima (centre-ouest), Tepco estime plus judicieux de minimiser les risques d'incident, considérant qu'il serait dans ces conditions difficile de répondre au mieux à un imprévu.

« En temps normal, la probabilité de survenue d'un attentat au Japon comme ceux que l'on a pu voir à Paris ou Bruxelles est jugée peu élevée, mais le

contexte est différent lors d'un événement comme un sommet du G7 ou les jeux Olympiques », a souligné récemment devant les journalistes l'ex-officier de police et désormais professeur d'université spécialiste de la sécurité antiterroriste Shiro Kawamoto.

De fait, un déploiement exceptionnel de forces de l'ordre a été décidé sur le site du sommet, dans le centre du pays, mais aussi dans la capitale qui pourrait selon les spécialistes constituer aussi une cible.

Quelque 23.000 hommes assureront la sécurité sur place à Ise-Shima lors de la venue des sept chefs d'Etat ou de gouvernement et de très nombreuses autres personnes, dont les journalistes, ayant accès au site où les réunions auront lieu les 26 et 27 mai.

Parmi ces hommes figurent des unités d'élite entraînées notamment pour divers cas de figure potentiels dont la capture d'un drone qui tenterait d'entrer sur la zone. Le déplacement de Barack Obama

à Hiroshima (ouest) le 27 sera quant à lui encadré par 4.600 policiers, selon les chiffres des médias.

Les garde-côtes sont aussi en état d'alerte et ont travaillé en collaboration avec les pêcheurs des environs d'Ise-Shima pour accélérer le repérage d'un quelconque bateau non dûment enregistré, précise M. Kawamoto. La présence sécuritaire est aussi devenue très visible dans certains quartiers très fréquentés de Tokyo, comme Ginza, où l'on observe des officiers en tenue sur les trottoirs tous les 50 ou 100 mètres. Les salles de spectacle, stades et autres lieux accueillant du public bénéficient également de mesures renforcées.

Les compagnies de chemin de fer ont aussi annoncé devoir fermer cette semaine une partie des très nombreuses consignes à bagages, s'excusant pour la gêne occasionnée aux usagers dépités devant ces équipements bien commodes momentanément condamnés.

AFP

Grèce

Le camp de migrants d'Idomeni à la frontière gréco-macédonienne évacué

■ L'opération évacuation du camp d'Idomeni, à la frontière gréco-macédonienne a débuté hier. Elle se déroule « lentement » et « dans le calme », a précisé à l'AFP Giorgos Kyritsis, porte-parole du service grec de coordination de la crise migratoire.

« L'opération a commencé mardi vers 04H00 GMT et se déroule à un rythme lent et dans le calme, il n'est pas nécessaire de faire usage de la force », a déclaré le porte-parole qui avait assuré lundi que l'évacuation de ce camp comptant 8.400 personnes devrait durer au moins dix jours. Les journalistes ne pouvaient avoir accès au camp mardi matin, la police leur barrant la route à trois kilomètres des lieux, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Au moins 700 policiers participaient à l'opération, selon une source policière. Quatre cars avec à bord environ 400 migrants ont quitté les lieux depuis le lancement de cette opération mardi matin, a rapporté un journaliste de l'AFP. Les migrants doivent être transférés dans un centre d'accueil situé près de la ville de Thessalonique, deuxième ville grecque dans le nord du pays et près d'Idomeni, selon une source policière.

Lundi lors de l'annonce de l'évacuation du camp, 400 migrants avaient accepté d'être transférés dans des centres d'accueil près de Thessalonique alors que la veille un autre groupe de 400 personnes avait quitté les lieux.

L'entassement de migrants à Idomeni a commencé au début du mois de mars, lors de la fermeture de la frontière de la Macédoine à la suite du verrouillage de celles de nombreux pays européens situés sur « la route des Balkans », empruntée par de centaines de milliers de migrants l'année dernière.

20 minutes

Au Vietnam

Le plaidoyer d'Obama pour la démocratie

Barack Obama a loué mardi à Hanoï la solidité des liens entre les Etats-Unis et le Vietnam, anciens pays ennemis, et prononcé, dans ce pays à parti unique, un vibrant plaidoyer en faveur de la démocratie.

« Garantir les droits n'est pas une menace pour la stabilité » d'un pays, a lancé le président américain dans un discours, très applaudi, prononcé devant plus de 2.000 personnes et retransmis en direct à la télévision.

« Quand les candidats peuvent se présenter librement aux élections, cela rend le pays plus stable car les citoyens savent que leurs voix comptent », a-t-il poursuivi, au lendemain d'un scrutin dont les candidats indépendants avaient été écartés.

« Lorsque la presse est libre, le peuple a confiance dans le système », a ajouté M. Obama, dans un pays où les médias locaux sont étroitement contrôlés.

Des milliers de personnes s'étaient mas-

sées sur le bord de la route menant à l'aéroport qu'il devait emprunter pour retrouver son avion Air Force One et se rendre à Ho-Chi-Minh-Ville, l'ex-Saïgon, lieu chargé d'Histoire mais aussi poumon économique du pays.

Après avoir rencontré lundi les principaux dirigeants du pays et du Parti communiste vietnamien, et annoncé la levée de l'embargo sur les ventes d'armes au Vietnam, M. Obama a retracé le rapprochement spectaculaire entre les deux pays au cours des vingt dernières années.

« Je viens ici, conscient du passé, de notre histoire difficile, mais tourné vers l'avenir », a lancé M. Obama, troisième président américain à se rendre au Vietnam depuis la fin de la guerre en 1975.

Nous pouvons dire une phrase longtemps inimaginable : aujourd'hui, le Vietnam et les Etats-Unis sont partenaires ! ».

Saluant « les progrès extraordinaires » accomplis par ce pays de quelque 90 mil-

lions d'habitants dans la lutte contre la pauvreté ou encore la scolarisation des enfants, il a appelé les jeunes Vietnamiens à « prendre leur destin en main ».

« Je suis impressionnée », a réagi Tam Anh, étudiante en commerce international. « J'étais heureuse de le voir en vrai aujourd'hui, c'est un rêve qui devient réalité. Je ne rate jamais ses discours sur YouTube ».

« Je suis d'accord avec lui sur les droits de l'Homme; j'ai le droit d'exprimer mes idées, de dire ce que je pense ».

Peu avant, le président américain avait rencontré des représentants de la société civile, mais déploré que certaines des personnes invitées n'aient pu participer.

« Des membres de la sécurité m'empêchent d'y aller. Ils disent que je peux aller où je veux, mais pas à l'ambassade », a expliqué à l'AFP l'avocat Ha Huy Son, qui a défendu nombre de militants des droits de l'Homme.

Des militants ont par ailleurs affirmé sur

les réseaux sociaux que deux figures de la dissidence vietnamienne, l'ancien banquier Nguyen Quang A et le blogueur Pham Doan Trang, avaient été interpellées. Aucun des deux n'était joignable par téléphone mardi.

Mai Khoi, pop star et militante prodémocratie, a participé à la rencontre. « Rencontrer M. Obama était important car cela donne une reconnaissance officielle au mouvement pour une société civile indépendante au Vietnam », a-t-elle écrit après la rencontre.

Surnommée la Lady Gaga du Vietnam pour ses tenues excentriques et son franc-parler, elle est dans le collimateur du régime depuis sa tentative de candidature pour les législatives qui ont eu lieu dimanche.

Une centaine de candidats indépendants avaient déposé un dossier mais les autorités ont invalidé leurs candidatures. La quasi-totalité des quelque 500 députés sont des hommes, membres du Parti communiste.

AFP

31 films sont prévus

Ouverture à Paris du Festival du cinéma palestinien

La deuxième édition du Festival Ciné-Palestine (FCP) a ouvert lundi soir ses portes et se poursuivra jusqu'au 5 juin à Paris au cours duquel 22 séances et 31 films sont prévus au programme.



La première édition de ce festival, organisée en mai 2015, fut un succès tant sur le plan de la fréquentation (avec plus de 1 500 spectateurs pour 16 séances), que celui des retombées médiatiques, en France.

La première semaine du 2^e FCP se tiendra à Paris, puis durant la deuxième semaine à Saint-Denis (université Paris 8) et Aubervilliers (cinéma Le Studio). Le film du réalisateur Mai Masri *3 000 Nuits* a été projeté, dans la soirée d'ouverture en avant-première à l'Institut du Monde arabe (IMA), en présence d'un public nombreux venu découvrir le cinéma

d'un peuple sous occupation israélienne. Une fiction de 103 minutes, qui a reçu plusieurs distinctions, raconte l'histoire d'une jeune Palestinienne (Layal) qui se fait arrêter et incarcérer dans une prison israélienne hautement sécurisée, lieu où elle donne naissance à un garçon.

Dès l'entame, le film accroche le spectateur en focalisant sur la lutte de cette jeune maman pour sa survie et celle de son nouveau-né à l'intérieur d'une prison de l'occupant israélien. Ce long métrage, sous-titré en français, a reçu le Jury Award de Women's International Film & Television Showcase (WIFTS), en 2015 à

Los Angeles, Audience Award, à Valladolid (2015) en Espagne, Prix du Public au Festival International d'Annonay (France) 2016, Youth Award au Festival International pour les droits de l'homme à Genève, Circle Special Jury Award au Festival International de Washington DC en 2016.

Selon les organisateurs, le 2^e Festival Ciné-Palestine sera l'occasion de faire un focus Archives et Mémoire, avec la collaboration du département cinéma de l'université Paris 8. A cet effet, des projections, de débats et d'une table ronde seront organisés pour traiter les archives du cinéma palesti-

nien, les difficultés de leur inventaire et de leur conservation, ainsi que du lien entre cinéma et mémoires historique, politique et culturelle des Palestiniens. Selon toujours les organisateurs, de nombreux cinéastes et artistes palestiniens participeront aux débats organisés lors de la quinzaine de journées. Les films proposés au public, durant ce festival, «ouvrira de multiples fenêtres sur l'histoire, la société et la culture palestiniennes, illustrera les liens entre passé et présent, et portera en avant plusieurs cinéastes qui sont le futur de la cinématographie palestinienne», a-t-on expliqué. Y. L.

Pour la protection des droits d'auteurs

Des organisations internationales saluent les efforts de l'Algérie

Des organisations internationales concernées par la protection de la propriété intellectuelle ont salué lundi à Alger les efforts de l'Algérie en matière de protection des droits d'auteurs, soulignant le rôle important qu'elle accomplit en Afrique.

Les représentants de ces organisations ont affirmé lors d'un Forum international qui s'est tenu, lundi à Alger, dans le cadre de l'opération de destruction de deux millions de CD piratés que l'Algérie était «pionnière en Afrique» en matière de protection des droits d'auteurs et reste «un exemple» pour les pays africains et arabes.

La représentante du directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) - dont le siège est en Suisse - Dalila Hammou a salué «les efforts colossaux» déployés par les autorités algériennes dans le domaine de la protection des droits d'auteurs, affirmant que l'Office national de protection des droits d'auteurs et des droits annexes (Onda) «est un exemple» pour de nombreux pays dans le Monde arabe et en Afrique.

Mme Hammou qui est également directrice des relations extérieures au

sein de l'organisation - a souligné à ce propos le «rôle important» de l'Onda en matière de protection des droits des artistes et des écrivains ainsi que le rôle de l'Institut national de protection de la propriété industrielle.

Le président de l'Alliance africaine des auteurs compositeurs, Samuel Mobandi - dont le siège est en Afrique du Sud - a indiqué, de son côté, que «l'Onda était le premier établissement africain en matière de protection des droits d'auteurs».

Il a estimé que l'opération de destruction de deux millions de CD piratés «revêt une grande symbolique», car elle prouve réellement que l'Algérie «est pionnière en matière de protection des droits d'auteurs, qu'il s'agisse de citoyens algériens ou d'étrangers».

Le président du conseil d'administration de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs compositeurs - dont le siège est en France - a souligné pour sa part le rôle important de l'Onda en Afrique dans la protection des droits d'auteurs, affirmant le soutien de sa fédération à cet organisme.

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a indiqué que l'expérience algérienne ainsi saluée par les organisations

internationales de la protection des droits d'auteurs encourage le secteur à «consolider ses mécanismes de lutte contre ces moyens frauduleux».

M. Mihoubi a dénoncé ce qu'il a qualifié de «terrorisme numérique» qui touche aujourd'hui les différents supports artistiques et littéraires, soulignant l'importance de contrer «toute agression contre la propriété intellectuelle».

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a affirmé, à l'ouverture du forum, que le gouvernement était «fermement déterminé à protéger les droits d'auteurs et à préserver le patrimoine culturel national» conformément à l'esprit de la Constitution algérienne qui a réaffirmé le droit à la culture et la liberté de création intellectuelle, artistique et scientifique.

Deux millions de supports audiovisuels piratés (CD et DVD), ont été détruits lundi au Palais de la culture à Alger au cours d'une opération organisée par l'Onda en présence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et des membres du gouvernement, d'artistes et de représentants d'instances internationales concernées par les droits d'auteurs et de médias nationaux et étrangers.

R. E.

Festival international du film de Seattle

Participation du documentaire *Contre-pouvoirs* de Malek Bensmail

Le long métrage documentaire *Contre-pouvoirs* (Checks and Balances), du réalisateur Malek Bensmail sera présenté en première américaine lors du 42^e Festival international du film de Seattle (SIFF), aux Etats-Unis, qui se poursuit jusqu'au 12 juin prochain.

D'une durée de 97 mn, le documentaire rend hommage aux 120 journalistes assassinés durant la décennie noire en répercutant le travail de la presse, en pleine période électorale, dans la salle de rédaction du quotidien algérien *El Watan*, où des journalistes montrent leur attachement à leur métier, fondé sur la liberté et le devoir d'informer.

Réalisé en 2015 et coproduit par les sociétés algérienne Cirta films et française Zeugma film, le documentaire *Contre-pouvoirs* avait été projeté en septembre 2015, lors des 13^{es} Rencontres cinématographiques de Béjaïa.

Le film a déjà participé à de nombreuses manifestations cinématographiques en France, en Suisse, aux Pays-bas, à Taïwan, en Italie ou encore en Autriche.

Il avait également été projeté aux 26^{es} Journées cinématographiques de Carthage (JCC, Tunisie, novembre 2015) et récemment au Festival international du film de Tétouan au Maroc où il avait obtenu une mention spéciale du jury.

Ouvert le 19 mai dernier, la 42^e édition du festival, s'étalant sur 24 jours, a sélectionné plus de 450 films représentant 90 pays dont 75 documentaires.

Fondé en 1976, le Festival international du film de Seattle est une manifestation non compétitive de cinéma dédiée aux films non américains.

T. I.

Festival du cinéma du Burundi

Rêveries de l'acteur solitaire en compétition

Le long métrage *Rêveries de l'acteur solitaire* du réalisateur algérien, Hamid Benamra, prendra part à la compétition officielle du 8^e Festival international du cinéma et de l'audiovisuel du Burundi (Festicab) qui se tiendra du 17 au 24 juin prochain dans la capitale Bujumbura, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Le film produit par Nunfilm se focalise sur les préoccupations d'un acteur, ses rêves, ses ambitions à travers le comédien Mohamed Adar, personnage principal du film, lors du montage d'une pièce de théâtre.

Exploitant beaucoup d'images d'archives, ce film se veut également un hommage aux artistes, cinéastes et hommes de culture algériens et dans les pays arabes.

Réalisateur, acteur et photographe, Hamid Benamra, avait sorti sa première oeuvre, *Pour une vie meilleure* en 1981, avant de se consacrer aux courts métrages puis aux documentaires à partir de 2007.

Rêveries de l'acteur solitaire avait décroché une mention spéciale du jury lors des dernières Journées cinématographiques d'Alger, une distinction qui lui reviendra également au Festival du film africain de Louxor tenu en mars dernier.

Créé à l'initiative de l'Association burundaise des créateurs d'images et du son, le Festicab vise à créer un espace de rencontre et d'échange pour la promotion de la coopération et la coproduction dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel.

Depuis sa création, en 2009, cette manifestation s'était spécialisée dans la promotion des oeuvres réalisées entièrement ou en partie dans le continent africain, cette édition sera consacrée au thème «Cinéma au service de la réconciliation».

K. R.

«Un âne à deux pieds peut devenir général et rester âne.»

Comtesse de Ségur

«Ce qui est fâcheux dans les malheurs publics, c'est que n'importe qui s'estime assez compétent pour en parler.»
Emil Michel Cioran

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

LA JOURNALISTE VA ANIMER LE NOUVEAU MAGAZINE CULTUREL DE FRANCE 2

Léa Salamé à la tête de Stupéfiant



Alors que ce matin nous apprenions que la chaîne M6 venait de débaucher Ophélie Meunier pour la présentation de Zone Interdite, nos confrères d'Ozap viennent d'annoncer que Léa Salamé allait, de son côté hériter du nouveau magazine culturel de France 2 intitulé Stupéfiant.

Pas de doute, le mercato télé bat actuellement son plein. Depuis le début du mois les transferts se succèdent dans le PAF. Après les arrivées de Grégoire Margotton, Yann Barthes et Yves Calvi dans le groupe TF1, celles d'Ophélie Meunier sur M6 et de Wendy Bouchard sur France 3, Puremedias révèle que Léa Salamé, sujette à de nombreuses convoitises, va rester sur France Télévisions.

Non contente d'animer le nouveau magazine politique de France 2, la journaliste va aussi présenter *Stupéfiant*, le nouveau magazine culturel de France 2 qui remplace *Ce soir ou jamais!*

«L'émission, produite par Bangumi (Laurent Bon et Yann Barthes), sera programmée en deuxième partie de soirée, trois fois par mois, explique Puremedias. Léa Salamé devrait lancer les sujets et mener quelques entretiens. De son côté, Frédéric Taddei incarnera une fois par mois dans la même case une nouvelle émission, *Hier, aujourd'hui, demain* consacrée aux idées. Il y aura donc chaque mois trois numéros de *Stupéfiant* et un de *Hier, aujourd'hui, demain*. Si France Télévisions n'a pas confirmé cette dernière information, il y a une semaine, dans les colonnes du *Parisien*, le service public disait vouloir «continuer à ancrer la présence de Léa Salamé sur la chaîne et en faire un des visages de la rentrée en cette période d'élection présidentielle». L'année 2016-2017 devrait donc être celle de Léa Salamé (36 ans) sur France 2 !

BEAUTÉ

L'éclat du teint en 3 leçons

Peau terne et fatiguée... quand la peau manque d'éclat et de luminosité, elle manque généralement d'hydratation et de vitalité. Découvrez comment retrouver un teint éclatant en 3 leçons.

LE DÉMAQUILLAGE

Il ne faut jamais oublier que le démaquillage est une étape incontournable pour la santé et la beauté de votre peau. Ce geste vivifiant va stimuler votre peau et lui redonner un vrai coup de fouet et tout son éclat. A noter que l'eau froide apporte une sensation de propreté et de bien-être indispensable. Evitez de nettoyer votre visage avec une serviette. Ce geste que l'on fait tout naturellement peut être agressif pour la peau. Optez plutôt pour des mouchoirs que vous appliquez doucement sur l'ensemble de votre visage.

APPLIQUER UN SOIN AU QUOTIDIEN

Il n'y a pas de doute : quand vous n'êtes pas au mieux de votre forme, votre teint est plus terne et moins éclatant. Pour retrouver un teint éblouissant jour après jour, il convient de le chouchouter et de redoubler d'attention, d'où l'utilité d'appliquer un soin au quotidien. L'allié parfait ? La crème d'Energie Q10 de Nivea a été développée spécialement pour les peaux ternes et fatiguées. Grâce à l'extrait naturel de baies de Goji, ce soin réveille l'éclat de votre visage comme après une bonne nuit de sommeil. Prendre soin de son visage devient alors un plaisir.

LES PETITS GESTES DU QUOTIDIEN

Retrouver l'éclat d'une belle peau passe aussi par les petits gestes du quotidien. A

BIEN-ÊTRE

Vivre dans un corps sain

Bien des personnes pourraient améliorer leurs soucis de santé avec la pratique d'un sport. Pour avoir un corps sain, il n'y a pas de recette magique. Si vous faites partie de ces gens qui veulent vivre longtemps et rester autonomes, il vous faudra "choisir" votre mode de vie. Cette décision vous appartient. On a oublié ces dernières années combien le sport pouvait aussi être bénéfique pour la santé :

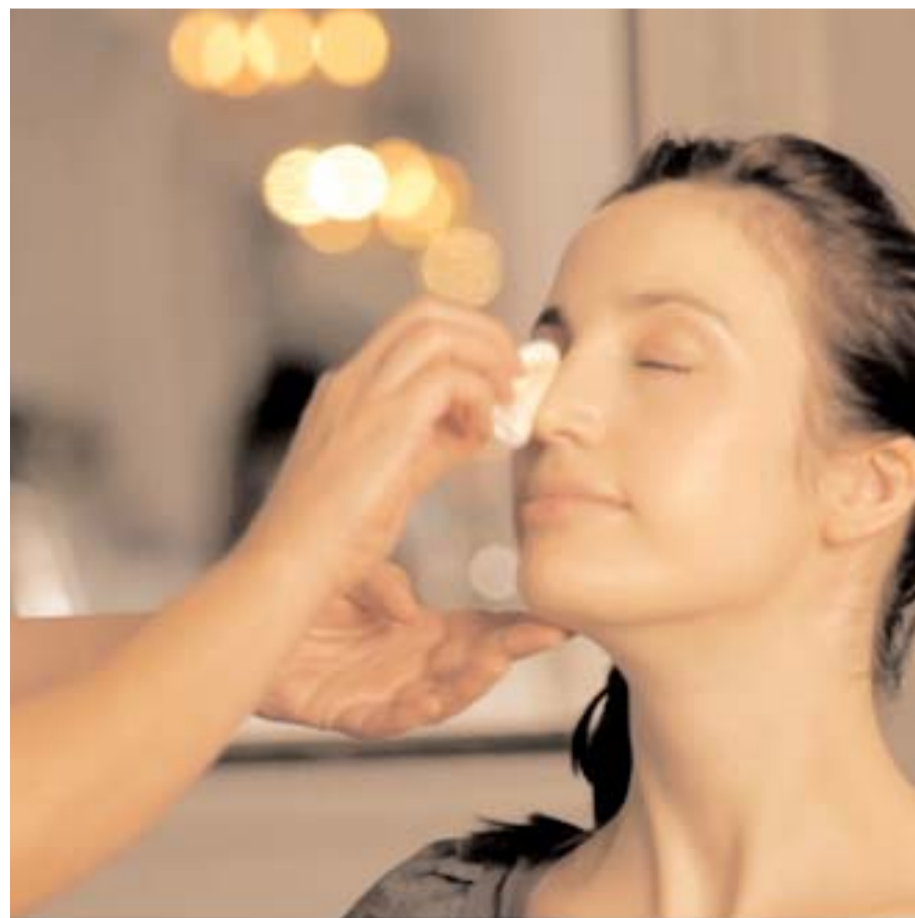
- Il permet d'évacuer les

tensions professionnelles ou familiales

- Il favorise le repos par un sommeil de plomb
- Il élimine nos toxines
- Il nous rend plus résistants à l'effort
- Il développe l'esprit compétitif
- Il nous enseigne la discipline
- Il nous apprend à dépasser nos propres limites
- Il favorise l'appétit
- Il donne bonne mine
- Il favorise les liens

humains entre gens sains

- Il rend plus résistant aux maladies
- Il donne une meilleure présentation au corps qui se tient plus droit
- Il permet d'avoir un corps harmonieux dont on est fier
- Il vous permettra de rester autonome jusqu'à un âge avancé
- Il est bon aussi pour le cœur
- Il rend aimable et souriant



noter qu'il faut bien boire pour enlever les toxines et éclaircir le teint. Notez aussi qu'il est important de faire des gommages puisqu'ils stimulent le renouvellement cellulaire, libèrent

les pores et débarrassent des cellules mortes. N'oubliez pas non plus de vous protéger du soleil dès les premiers rayons pour éviter les taches dues à la mélanine.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP 1**, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

Saison 2015-2016 Hanni élu meilleur joueur en Belgique

■ L'international algérien, Sofiane Hanni, a été élu meilleur footballeur en Belgique pour le compte de l'exercice 2015-2016 au cours d'une cérémonie organisée lundi soir à Bruxelles. Hanni, fraîchement transféré de Malines à Anderlecht, deux formations de l'élite belge, était en course pour le trophée avec Sven Kums (Gand), et Lior Refaelov (Bruges).

Il s'agit de la quatrième distinction personnelle du joueur en cette fin de saison après s'être adjugé des trois prix de meilleur joueur arabe et africain exerçant en Belgique, ainsi que celui du meilleur buteur du championnat avec 17 réalisations. Le joueur de 25 ans avait eu l'autorisation de la Fédération algérienne de football (FAF) pour retarder son arrivée au stage des Verts à Alger afin d'assister à la cérémonie de remise du trophée du meilleur joueur en Belgique.

Le milieu offensif devait rejoindre samedi le stage de la sélection algérienne en vue de son match en déplacement face aux Seychelles, le 2 juin prochain dans le cadre de la 5e journée des éliminatoires de la coupe d'Afrique des nations (CAN-2017) au Gabon. Il est appelé pour la deuxième fois en équipe nationale, après avoir honoré sa première convocation en mars dernier à l'occasion de la double confrontation contre l'Ethiopie.

R. S.

Volleyball/ Tournoi de qualification olympique Troisième défaite de l'Algérie

■ La sélection algérienne de volleyball (dames) s'est inclinée face à son homologue colombienne sur le score de 3 sets à 0, dimanche soir à San Juan (Porto Rico), pour le compte de la 3e et dernière journée du tournoi de qualification olympique (TQO) intercontinental.

Les joueuses de Mohamed-Amine Belacel ont perdu les trois sets sur les scores de (25-16, 25-12, 25-18).

Il s'agit de la troisième défaite de suite des Algériennes après celles face à Porto Rico (3-0) et Kenya (3-1). L'Algérie était déjà éliminée de la course à la qualification aux jeux Olympiques-2016 de Rio de Janeiro suite à ses deux premières contre performances dans le tournoi.

Après avoir échoué à obtenir son billet en février dernier sur le terrain, à l'occasion du tournoi préolympique africain à Yaoundé (Cameroun), le Six national féminin a reçu une invitation (wild card) de la Fédération internationale de volley-ball (FIVB), pour prendre part au TQO de San Juan dont seul le vainqueur sera qualifié au rendez-vous brésilien.

Y. S.

Ligue des champions (phase de poules) préparation

L'ES Sétif renonce à son stage à l'étranger



L'Entente de Sétif, représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique de football, a renoncé à son stage en Tunisie en vue de la phase de poules de l'épreuve continentale, dont la première journée se déroulera les 17, 18, et 19 juin prochains, a appris l'APS lundi auprès de la direction du club des hauts-plateaux.

«Il était question d'effectuer un stage préparatoire en Tunisie, mais avec l'arrivée du nouvel entraîneur Abdelkader Amrani, nous avons renoncé à cette idée. L'équipe va se contenter d'un stage à l'école nationale des sports olympiques à Sétif», a indiqué le président du conseil d'administration de l'ESS Azzedine Arab.

L'Entente, tenant du trophée en 2014, s'est qualifiée pour la phase de poules aux dépens

des Soudanais d'Al-Merrikh (aller 2-2, retour 0-0).

Les Sétifiens seront fixés sur leurs adversaires en phase de poules mardi à l'occasion du tirage au sort prévu à 13h30 (heures algériennes) au siège de la CAF au Caire (Egypte). «Nous avons dépêché trois personnes dont le secrétaire général du club pour représenter l'ESS lors de ce tirage qui j'espère sera clément pour nous. Cette compétition constitue un objectif majeur pour le club, et nous aspirons aller le plus loin possible», a-t-il ajouté.

Le président de l'Entente Hassan Hamar a annoncé vendredi dernier l'arrivée à la barre technique de l'entraîneur Abdelkader Amrani, qui dirigera vendredi son équipe actuelle le MO Béjaïa, en déplacement à Alger face au NA Hussein Dey, son dernier match avec les

«Crabes» dans le cadre de la 30e et ultime journée du championnat de Ligue 1.

Le technicien suisse Alain Geiger, arrivé à l'ESS en novembre dernier en remplacement de Kheireddine Madoui, n'a pas été reconduit en vue de la saison prochaine.

H. A.

USM Alger Haddad tranchera «la semaine prochaine» sur le sort de l'entraîneur Hamdi

■ Le président de l'USM Alger, Rebouh Haddad, a affirmé qu'il n'avait toujours pas tranché sur l'avenir de l'entraîneur Miloud Hamdi malgré que ce dernier a conduit les Rouge et Noir à triompher en championnat de Ligue 1 de football et participer pour la première fois à la finale de la Ligue des champions d'Afrique. M. Haddad a informé qu'il attendait la fin de l'exercice 2015-2016, vendredi prochain, pour se pencher sur le dossier de l'entraîneur, ainsi des joueurs à recruter et ceux à libérer. Le premier responsable du club de la capitale, qui s'exprimait au micro d'El Heddaf TV, s'est dit en outre «pas du tout inquiet» au sujet de la conservation des joueurs dont le contrat arrive à terme avec l'USMA, tout en se félicitant pour le nouveau titre de son équipe, «le cinquième en cinq ans de présence à la tête du club», a-t-il souligné. M. Hamdi, a été intronisé aux commandes techniques de la formation de «Soustara» en début de saison alors qu'il avait été engagé à l'intersaison en qualité d'entraîneur adjoint en vue de l'arrivée d'un nouveau coach principal. Pour sa première expérience dans le championnat algérien, M. Hamdi s'est dit récemment «satisfait» de son bilan, surtout en menant son équipe à remporter avant l'heure son septième titre en championnat, et la qualifier en finale de la Ligue des champions d'Afrique perdue face au TP Mazembe (RDC). Mais le technicien franco algérien de 42 ans ne s'est, jusque-là, pas exprimé sur ses intentions de rester ou de partir.

R. H.

Serie A italienne/SSC Naples Ghoulam accepte de prolonger son contrat jusqu'en 2021

■ Le défenseur international algérien de Naples (Serie A italienne de football) Faouzi Ghoulam, dont le contrat expire en 2018, a accepté de prolonger jusqu'en 2021 assorti d'une revalorisation salariale, rapporte lundi le site du quotidien Tuttosport.

Le joueur va désormais percevoir un salaire annuel de 1,6 million d'euros contre 700,000 euros actuellement, précise la même source.

L'agent du joueur algérien Alessandro Moggi a affirmé vendredi dernier que Ghoulam allait rester au sein du club napolitain «en dépit des nombreuses offres parvenant même d'en dehors de l'Italie, ce qui est à mon sens légitime pour le meilleur latéral gauche de Serie A».

Ghoulam (25 ans) a contribué grandement dans la deuxième place décrochée par Naples, synonyme d'une qualification directe à la prochaine édition de la Ligue des champions d'Europe.

Au club depuis janvier 2014 en provenance de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/ France), Ghoulam a participé à 34 matchs (sur 38) au cours desquels il a réalisé quatre passes décisives.

Il a été choisi dans l'équipe type de la saison 2015-2016 du championnat de Serie A établie par «Opta», spécialisée dans les statistiques. Ghoulam qui compte 5 buts en 25 matchs avec l'équipe nationale, a intégré dimanche soir le stage de la sélection algérienne qui se poursuit au Centre technique de Sidi Moussa en vue du match en déplacement face aux Seychelles le 2 juin prochain dans le cadre de la 5e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2017).

H. E.

Football/transfert

Ghezzal fortement convoité en Angleterre

L'attaquant international algérien de l'Olympique Lyonnais (Ligue 1 française de football) Rachid Ghezzal, insatisfait de son salaire actuel chez les Gones, est convoité par plusieurs clubs anglais, rapporte lundi la presse locale.

Les clubs intéressés sont Liverpool, Arsenal, West Ham, Swansea, Stoke City, Southampton, Sunderland, Middlesbrough, ainsi que le champion d'Angleterre Leicester City, précise la même source.

Le président de Lyon, Jean-Michel Aulas, a indiqué récemment que son objec-

tif était de prolonger «au plus vite» le contrat du joueur algérien, qui s'est mis en évidence notamment lors de la seconde partie de la saison.

Ghezzal (24 ans), dont le contrat expire en 2017, a inscrit huit buts et offert sept passes décisives en 29 matchs de Ligue 1 dont 16 titularisations, ce qui lui a permis de décrocher la 3e place au suffrage du prix «Marc-Vivien Foé 2016», décerné chaque année par RFI et France 24 au meilleur joueur africain dans le championnat de France.

Malgré tous ces exploits, sur les plans collectif et individuel, Ghezzal est très peu estimé financièrement par ses actuels employeurs qui semblent loin de le considérer comme «un vrai cadre de l'équipe».

Le joueur se trouve actuellement en stage avec l'équipe nationale au centre technique de Sidi Moussa (Alger) en vue du match en déplacement face aux Seychelles le 2 juin prochain dans le cadre de la 5e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2017).

H. A.



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Crash EgyptAir

Un responsable égyptien évoque une explosion, les enquêteurs français démentent

Selon un responsable égyptien, les premiers éléments recueillis renforceraient la thèse de l'explosion à bord pour expliquer le crash de l'Airbus A320 qui assurait la liaison entre Paris et Le Caire, jeudi 19 mai. Une information que les enquêteurs français contredisent.

Les premiers examens des restes humains découverts après le crash de l'avion d'EgyptAir semblent accréditer l'hypothèse d'une explosion à bord. C'est ce qu'affirme le responsable de la médecine légale égyptienne, qui a conduit les premiers examens.

Les enquêteurs français ont réagi en annonçant que «rien ne permet d'affirmer qu'il y a eu une explosion» tout en démentant formellement l'existence de preuves pouvant aller dans ce sens.

Rappelons que l'avion Paris-Le Caire est parti de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, dans la nuit du mercredi au jeudi 19 mai. Le vol qui reliait Paris au Caire a disparu des radars jeudi 19 mai dans la matinée, alors qu'il se trouvait au-dessus de la mer Méditerranée et entré dans l'espace aérien égyptien. A son bord, 66 personnes, dont 56 passagers parmi lesquels 15 Français.

Agence

Iran

L'ultraconservateur Ahmad Janati élu président de l'Assemblée des experts

Chargée de nommer, superviser et éventuellement démettre le guide suprême, l'Assemblée des experts jouera un rôle primordial quand il faudra trouver un successeur à l'ayatollah Khamenei, qui va sur ses 77 ans.

L'une des assemblées les plus puissantes d'Iran compte un nouveau président, l'ayatollah ultraconservateur Ahmad Janati. À 89 ans, il a été élu mardi à la tête de l'Assemblée des experts par ses pairs. Ahmad Janati a remporté une majorité de 51 voix (sur 85 votants), tandis que les deux autres candidats, les ayatollahs Ebrahim Amini et Mahmoud Hachémi Chahroudi ont obtenu respectivement 21 et 13 votes. Renouvelée le 26 février au suffrage universel, l'Assemblée des experts est composée de 88 ayatollahs élus pour huit ans. Elle nomme, supervise et éventuellement démet le guide suprême.

L'Assemblée aura la lourde responsabilité de nommer son successeur. Le guide suprême bénéficie de pouvoirs étendus: il nomme les membres du Conseil des gardiens, composé de six religieux et six juristes. Il détermine la politique générale, contrôle les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, ainsi que les forces armées. Il nomme les membres du Conseil de discernement qui participe à l'élaboration de la loi, et désigne le ministre de la Justice. Ainsi, le guide suprême est le principal homme fort du régime iranien, plutôt que le président - actuellement Hassan Rohani, "simple" chef de l'exécutif.

Agence

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

LE POUVOIR D'ACHAT EN CHUTE LIBRE



Radje

Bouira

Identification des trois terroristes abattus par l'armée



Les trois terroristes abattus lundi dernier par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans l'opération de ratissage menée près de la forêt d'Errich, wilaya de Bouira, ont été identifiés, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, l'opération d'identification des trois criminels abattus, avant-hier, par

un détachement de l'ANP près de la forêt d'Errich, commune de Aïn Turk, wilaya de Bouira (1e RM), a permis de reconnaître J. Mohamed, dit Abdallah, qui a rejoint les groupes terroristes en 1993, Ch. Djilali dit Abou Sara, qui a rejoint, à son tour, les groupes terroristes en 1994 et le troisième, L. Abdelghani, dit Hichem, précise la même source.

D'autre part et à Khenchela (5e RM), un terro-

riste s'est rendu et deux éléments de soutien aux groupes terroristes sont arrêtés par des éléments de la Gendarmerie nationale. Tandis que d'autres détachements ont détruit, à Khenchla, Jijel (5e RM), Tizi Ouzou et Aïn Defla (1e RM), sept casemates pour terroristes, un mortier et trois bombes de confection artisanale.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Sidi Bel Abbès (2e RM), quatre narcotrafiquants et saisi une importante quantité de kif traité s'élevant à 19 quintaux et 62 kg, un camion et un véhicule touristique, tandis que des éléments des gardes-frontières ont saisi, à Tlemcen 55,8 kg de kif traité. A Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar (6e RM), des détachements ont arrêté 101 individus et saisi 42 tonnes de denrées alimentaires, un camion, neuf véhicules tout-terrain et sept motos. A Ouargla (4e RM), un détachement a intercepté quatre immigrants clandestins de nationalité marocaine, signale également le MDN.

R. N.

Algérie Poste

Emission de 25 000 chèquiers par jour

La sous-direction d'Algérie Poste de Bir Touta (Alger) enregistre l'émission de 25 000 chèquiers par jour pour répondre à la demande de la clientèle d'Algérie Poste au niveau national, a indiqué le directeur du projet de la filiale courrier hybride, Abderrezak Arrache.

Dans une déclaration à l'APS en marge d'une visite d'inspection d'une délégation parlementaire (membres de la commission des transports et des télécommunications) à la sous-direction, M. Arrache a indiqué que l'établissement des factures de l'opérateur de téléphonie mobile mobilis et de certaines banques et l'émission des chèquiers au niveau de la filiale «se font régulièrement et sans aucun problème».

La moyenne mensuelle d'émission de chèquiers par ce centre qui prend en charge toutes les demandes de la clientèle d'Algérie Poste au niveau national est estimée à près de 700 000

chèquiers. Le problème de retard de chèquiers soulevé par les clients n'est pas du tout lié à l'émission, d'autant que le centre dispose de tous les moyens humains et matériels nécessaires, mais plutôt aux erreurs dans les adresses déclarées par les clients, a indiqué M. Arrache qui a précisé que la délivrance des chèquiers ne relève pas de la filiale émettrice qui se charge de l'envoi des demandes de chèquiers aux différents bureaux de poste qui sont le premier concerné par l'envoi des chèquiers à leurs demandeurs.

Il a, en outre, indiqué que plusieurs cas de clients qui ne réclament pas leurs chèquiers sont enregistrés au niveau des bureaux d'Algérie Poste qui ont du mal à parvenir aux demandeurs.

Le délai d'émission de chèquier ne dépasse 24 h au niveau du centre, ajoute le même responsable.

T. K.

ACTU...

Accidents de la circulation

43 morts en une semaine

Quarante trois personnes ont été tuées et 1 376 autres ont été blessées suite à 1 177 accidents de la circulation, survenus durant la période du 15 au 21 mai, au niveau national, indique hier un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Aïn Defla avec trois personnes décédées et 55 autres blessées suite à 32 accidents de la route, précise la même source. Les éléments la protection civile ont par ailleurs mené durant la même période, 1 169 interventions ayant permis l'extinction de 807 incendies urbains, industriels et divers.

Ils ont également mené 4 364 interventions pour la couverture de 5 026 opérations diverses et l'assistance aux personnes en danger.

T. H.

Skikda

Le maire de Zitouna condamné à quatre ans de prison ferme

Le tribunal de Collo (Skikda) a condamné, lundi dernier, le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) par intérim de la commune de Zitouna, (L.B) âgé de 65 ans à quatre ans de prison ferme, assortie d'une amende de 200 000 DA pour avantage indu, a-t-on appris de source judiciaire.

L'accusé a été arrêté en flagrant délit lors d'une sourcière tendue par les services de la Gendarmerie nationale suite à une plainte déposée par l'entrepreneur (R.S), affirmant faire l'objet d'un chantage de la part de cet édile.

L'élu, selon l'arrêt de renvoi réclamait auprès de cet entrepreneur la somme de 600 000 DA en contrepartie d'une intermédiation en sa faveur pour décrocher un marché dans le secteur des travaux publics.

R. S.

Au large des côtes libyennes

550 migrants clandestins arrêtés

Quelque 550 migrants qui tentaient de rejoindre l'Europe par la mer ont été arrêtés hier au large de la Libye, ont annoncé les gardes-côtes libyens.

«Les gardes-côtes de l'ouest (de la Libye) qui patrouillaient dans la zone de la raffinerie de Zaouia (45 km à l'ouest de Tripoli) ont intercepté hier quatre grands canots pneumatiques transportant quelque 550 migrants clandestins», a indiqué le colonel Ayoub Qassem, porte-parole de la marine libyenne.

Ces migrants «sont originaires de plusieurs pays d'Afrique. Il y a parmi eux 30 femmes, dont huit enceintes et trois enfants», a-t-il précisé.

Selon le porte-parole, les migrants ont été remis aux autorités de lutte contre la migration clandestine avant d'être transférés dans des centres d'hébergement.

Des milliers de migrants tentant de rejoindre l'Europe depuis la Libye, à 300 km seulement des côtes italiennes. Dimanche dernier, près de 850 migrants clandestins à bord de sept embarcations avaient été interceptés par les gardes-côtes libyens alors que le météo, plus clémente ces derniers jours, fait craindre un nouvel afflux massif.

Bilal L.